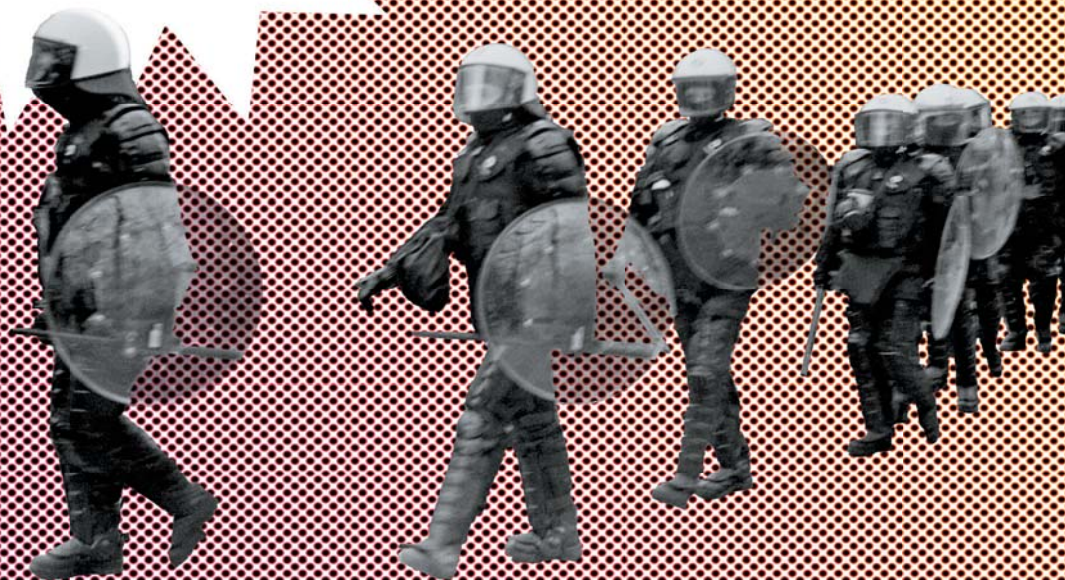


Aide-mémoire

**C'EST POUR
VOTRE BIEN!**

Bienveillance, violence
et consentement

- **Bienveillance et résilience : concepts conservateurs ?**
- **De la violence à l'autodéfense féministe**
- **Violence dans les favelas brésiliennes et en Irlande du Nord**



A-m

LA REVUE AIDE-MÉMOIRE



Aide-mémoire est la revue semestrielle de l'ASBL Les Territoires de la Mémoire, Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté.

Président : Jérôme Jamin

Boulevard de la Sauvenière 33-35
4000 Liège
0032 (0)4 232 70 60
accueil@territoires-memoire.be
www.territoires-memoire.be

Vos données personnelles font l'objet d'un traitement destiné uniquement à vous informer des activités de notre association sans but lucratif (asbl). Cette dernière met en œuvre toutes les mesures pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. En aucun cas ces données ne seront vendues ou cédées à des tiers.

Vous pouvez modifier ou faire supprimer vos coordonnées en adressant un courriel à administration@territoires-memoire.be ou en téléphonant au 04 232 70 60.

Vous avez également, en cas de difficulté persistante, la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données (APD).

Éditeur responsable : Jérôme Jamin

Directeur : Benjamin Blaise

Rédacteur en chef : Julien Paulus

Secrétaire de rédaction : Gaëlle Henrard

Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Tamara Hannay, Jérôme Jamin, Louise Jeanne, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Juliette Renard, Olivier Starquit.

Photos : Leon Seleck

Conception graphique et mise en page :
Erik Lamy

Conception web : Robin Foguenne

Impression : Vervinkt et fils

Les articles non signés sont tous de la rédaction.
Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable.
Les articles n'engagent que leurs auteurs..

Aide-mémoire
aide-memoire@territoires-memoire.be
www.aidememoire.be
ISSN 1377-7831

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Cent ans plus tard...

Par Julien Paulus, rédacteur en chef

Presque cent ans après l'arrivée au pouvoir de Benito Mussolini, le 31 octobre 1922, les urnes italiennes ont consacré le parti *Fratelli d'Italia*, à l'ascendance fasciste assumée, premier parti du pays. Avec 26% des suffrages, la formation emmenée par la très charismatique Giorgia Meloni renverse totalement le rapport de force au sein de la Coalition de centre-droit, composée avec la *Lega* de Matteo Salvini et *Forza Italia* de Silvio Berlusconi, coalition qui remporte la majorité absolue au sein des deux chambres du parlement italien.

Fondé en 2012, le parti *Fratelli d'Italia* est à la fois récent et fort ancien. Son apparition fut le fait d'une scission de plusieurs cadres de la frange conservatrice d'*Alleanza Nazionale*, le parti de Gianfranco Fini qui s'était autodissous en 2009 au sein de la coalition *Il Popolo della Libertà*, emmenée (déjà) par Silvio Berlusconi. *Alleanza Nazionale*, quant à lui, fut le continuateur du MSI (*Movimento Sociale Italiano*), fondé en 1946 et héritier direct de la *Repubblica Sociale Italiana*, plus connue sous le nom de « République de Salò », dernier avatar du régime fasciste italien.

La filiation ne fait donc aucun doute. Par une sorte de gigantesque manifestation de retour du refoulé de l'inconscient européen (ou s'agit-il de sa mauvaise conscience ?), c'est aujourd'hui un lointain rejeton du Parti national fasciste qui s'apprête, avec cent ans d'écart, à présider aux destinées de l'Italie.

Si, comme le disait Marx, l'Histoire, vécue d'abord comme une tragédie, est destinée à se répéter sous la forme d'une farce sordide, cette dernière ne doit toutefois pas manquer de nous interroger. Tout d'abord, l'Italie n'est pas un cas isolé. Deux semaines plus tôt, c'est la Suède qui voyait la victoire d'une coalition de droite et d'extrême droite, au sein de laquelle, comme en Italie, c'est le parti des Démocrates de Suède, étiqueté à l'extrême droite, qui mène le jeu en termes de résultats électoraux : premier parti sur les quatre de la coalition, avec 73 sièges sur les 176 obtenus par la « majorité des droites ».

Ensuite, et à nouveau, la pâle figure affichée par les formations qui se revendiquent progressistes ne peut échapper à l'analyse. Or le constat est connu de longue date. Cela fait plus de dix ans qu'un intellectuel comme Frédéric Lordon a décrit la montée des extrêmes droites comme étant « le produit endogène des alternances sans alternatives¹ », conséquence politique inévitable de l'antienne « toujours plus de la même chose », à laquelle, en cas d'échec, il sera toujours loisible d'ajouter « il suffit d'insister », pour paraphraser le psychologue américain Paul Watzlawick².

Dès lors, cent ans plus tard, le même est de retour...

É
D
I
T
O
R
I
A
L

1. <http://blog.mondediplo.net/2012-05-02-Front-national-memes-causes-memes-effets>.

2. Voir Paul WATZLAWICK, *Faites vous-même votre malheur*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1984.

3

ÉDITO

Cent ans plus tard...

Par Julien Paulus



12

Dossier

C'EST POUR VOTRE BIEN!

ANALYSE

Face à la menace fasciste

Il faudra se rendre à l'évidence

Rencontre avec Ludivine Bantigny
Par Gaëlle Henrard

6



64

Ce que nous apprend la lecture des lettres du Goulag

Par Jean-Louis Rouhart

56

4^e de couv

La Bibliothèque George Orwell présente

Par Louise Jeanne,
Jérôme Delnooz
et Michel Recloux

Bienveillance,
violence et
consentement

Et si leur résistance appelait notre bienveillance ?

Par Benjamin Blaise, *directeur des Territoires de la Mémoire*

76

CHRONIQUE

De Maurras à Zemmour en passant par Figueras

Une idéologie constante

Par Julien Dohet

68





Face à la menace fasciste

Il faudra se rendre à l'évidence

Rencontre avec Ludivine Bantigny, historienne française engagée dans la lutte contre le fascisme, par Gaëlle Henrard

« “Fascisme” : nous n’emploierons jamais ce mot à la légère. Il y a encore quelques années, il ne paraissait désigner que des groupuscules identitaires, des nostalgiques de la croix gammée et autres bandes dangereuses mais ultraminoritaires. Pourtant, aucune raison ne justifie de le renvoyer à un passé révolu, de le croire mort et enterré, comme s’il n’appartenait qu’à l’histoire et qu’on pouvait tirer un trait. Nous ne vivons pas dans un régime fasciste, qui interdit toute expression contraire à lui et élimine méthodiquement, par tous les moyens, ses opposants. Mais tout fascisme est précédé d’une phase plus ou moins longue de fascisation, sans que bien sûr elle dise son nom¹. »

Ainsi s’ouvre le livre de Ludivine Bantigny et Ugo Palheta, *Face à la menace fasciste*, travail qui pose un regard sur la situation politique française, avec « un sentiment de basculement (...) face au durcissement autoritaire actuel² ». Une situation observée chez nos voisins, certes, mais qui ne revêt pas non plus les atours de l’étrangeté absolue ici en Belgique. Cette menace, qui insiste davantage au nord du pays, n’en est pas moins également présente au sud, s’infiltrant dans les discours, les comportements, les esprits, et passant trop souvent incognito...

Et si depuis le Covid, les espaces de culture, de rencontres et de débats peinent encore à se (re)remplir, il faut croire que le propos tenu par Ludivine Bantigny suscite suffisamment l’intérêt (ou l’inquiétude) pour que sa venue à Liège, un mercredi après-midi³ de début

d’été, rassemble un auditoire significatif... Signe aussi, on peut l’espérer, que l’antifascisme liégeois⁴ ne se lasse pas de défendre le terrain de la démocratie.

Un processus en cours

L’historienne (en co-écriture avec le sociologue Ugo Palheta), qui ne pensait pas un jour publier un tel ouvrage en employant le terme fascisme « *comme élément central dans une réflexion historique et politique, (...) doit se rendre à l’évidence : il y a dans le fascisme quelque chose de transhistorique et de transnational, et il peut ressurgir y compris sous une autre appellation* ». Et à cet égard, on peut rappeler que le groupe nationaliste et d’extrême droite européen porte le joli nom d’« Identité et Démocratie ». Si « identité » est devenu un des termes préférés des

1. Ludivine BANTIGNY et Ugo PALHETA, *Face à la menace fasciste*, Paris, Textuel, 2021, p. 7.

2. *Idem*, 4^e de couverture.

3. Ce texte se veut une suite donnée à la venue de Ludivine Bantigny le 25 mai 2022, invitée par Peuple et Culture pour son 9^e Café Antifa, en partenariat avec les Territoires de la Mémoire. Merci à Loïc Decamp pour l’organisation, l’animation et le travail mis en commun.

4. Le Front Antifasciste 2.0 s’est relancé à Liège en janvier 2019, liege.antifascisme.be.

Le fascisme ne vient pas au monde tel un éclair dans un ciel serein

droites radicales et nationalistes, l'actualité politique nous montre chaque jour l'étendue du dévoiement du mot

« démocratie ». Et Ludivine Bantigny de nous rappeler cette phrase d'Orwell : « lorsque les fascistes reviendront, ils auront le parapluie bien roulé sous le bras et le chapeau melon ».

Toujours est-il que le constat est posé : fascisation et extrême-droïtisation de nos sociétés. Ludivine Bantigny et Ugo Palheta s'emploient à en décrire divers éléments, commençant par la surenchère dans laquelle s'engagent les partis de droite par rapport à des traits d'extrême droite. La fenêtre d'Overton semble s'ouvrir chaque année davantage : le spectre même de ce qui est dicible et admissible, y compris médiatiquement, n'a cessé de s'étendre. Aussi Ludivine Bantigny évoque-t-elle la perte de sens d'un cordon sanitaire à mesure que se déploie cette porosité des idées d'extrême droite. Et ainsi passent tranquillement dans ce qu'on appelle l'« extrême-centre »⁵ (mais qui est, pour Ludivine Bantigny, une droite dure), des éléments très clairement fascistes. Elle ne nous alerte donc pas sur un fascisme qui serait déjà en place, mais sur le fait que « le fascisme ne vient pas au monde tel un éclair dans un ciel serein. (...) Son avènement comme pratique de pouvoir, comme type spécifique de régime ou d'État, est annoncé par toute une série de signaux (...). Le fascisme est ainsi préparé par une période historique qui constitue une première étape de *fascisation* (...) »⁶, permettant « un enracinement social du mouvement, des idées et des affects fascistes (...) ». Ainsi ensuite peut-il « apparaître comme une alternative (fausse) pour des secteurs divers de la population et comme une solution (réelle) pour une classe dominante aux abois »⁷.

Observer les formes de la fascisation

Si, comme Orwell, on peut observer un fascisme sous des atours qui n'ont pas la force de l'évidence, comme le fascisme en col blanc⁸, certains autres traits sont plus directement à même de nous alerter. Conjointement à « la marginalisation des arènes parlementaires »⁹, c'est le cas du durcissement autoritaire et de la montée du racisme, observés en France mais aussi en Belgique. Outre la



répression policière des manifestations, ce que certains appellent d'ailleurs la « brutalisation du maintien de l'ordre »¹⁰, au moyen de matraquages, passages et autres gazages, ce « durcissement autoritaire » se double d'un empêchement, préalable et de plus en plus fréquent, à manifester, d'une mise en difficulté des cortèges par les forces de police, quand ce n'est pas une interdiction pure et simple de descendre dans la rue pour exprimer son désaccord. Cette répression à l'égard

5. Selon les termes du philosophe québécois Alain Deneault, voir notamment *Politiques de l'extrême centre*, Montréal, Lux, 2016.

6. BANTIGNY et PALHETA, p. 56.

7. *Idem*, p. 57.

8. Voir l'entretien mené avec Paul Jorion dans notre revue : « Démocratie et extrême droite économique », in *Aide-mémoire* n°67, janvier-mars 2014. À retrouver également sur le blog de Paul Jorion www.pauljorion.com/blog.

9. BANTIGNY et PALHETA, p. 8.

10. Olivier FILLIEULE et Fabien JOBARD, *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Paris, Seuil, 2020, cité dans BANTIGNY et PALHETA, p. 59.

des mouvements sociaux n'est ceci dit pas neuve pour les minorités ethnoraciales, et « cible des individus et des groupes non en raison de ce qu'ils font (manifeste, faire grève, etc.) mais de ce qu'ils sont¹¹ », avec une intensité inouïe et en toute impunité. Pour les auteurs, « on ne comprend donc rien à l'intensité de cet autoritarisme d'État si on ne voit pas à quel point il est connecté au racisme¹² ».

Ce durcissement autoritaire doit aussi être identifié, sans pour autant dédouaner les dirigeants politiques qui le cautionnent, du côté des « appareils répressifs d'État, avec cet acteur spécifique de la fascisation que constituent les syndicats de police¹³ ». Ludivine Bantigny observe un mouvement d'autonomisation des forces de l'ordre gangrenées par un racisme structurel dans leurs rangs, voire renfermant en leur sein des filières ouvertement d'extrême droite ou néo-nazies, le tout dans un sentiment d'impunité vis-à-vis d'un pouvoir politique affaibli et dont la crise hégémonique tend à le rendre « de plus en plus dépendant de sa police et l'amène à tout lui concéder¹⁴ ». Une autonomisation et une fascisation rampante des forces de police qui se déploient à la faveur de la désignation constante d'un bouc-émissaire à travers les figures du musulman et de l'immigré, dépeints comme des individus dangereux pour l'ordre public et l'intégrité de la nation. Constat d'autant plus inquiétant au vu du développement et de la généralisation des outils de contrôle social et des techniques de surveillance high-tech.

De l'antifascisme à l'anticapitalisme

À côté du décryptage de ce processus, Ludivine Bantigny et Ugo Palheta développent la thèse de la nécessité d'accoler à la lutte contre le fascisme celle contre le capitalisme, pointant

du doigt le macronisme comme un « autoritarisme du capital ». Ainsi expliquent-ils qu'« à une politique sociale et économique au service du capital répond un autoritarisme qui ne feint plus même de se masquer¹⁵ ». Cette politique de « l'extrême-centre » est celle du rouleau-compresseur qui écrase tout ce qui fait le bien commun, la protection sociale, la santé publique, l'enseignement. Cette précarisation grandissante, c'est celle du travail et de la vie quotidienne, sociale, familiale, avec des attaques qui se multiplient sur plusieurs décennies de conquêtes sociales. Ainsi se voient écrasés les plus fragiles qui subissent une répression d'une brutalité sans équivoque lorsqu'ils font savoir leur mécontentement et leur désespoir.¹⁶ Une violence sociale qui va clairement en s'aggravant et qui nous renvoie à un darwinisme social à peine voilé, celui où il convient de mériter sa place au soleil et tant pis pour les autres, coincés dans l'ombre de la misère sociale. Pour Ludivine Bantigny, « si on ne revient pas aux conditions matérielles de possibilité du fascisme à savoir la violence du capital, la façon dont cette logique du capital nous met en concurrence les uns avec les autres et impose sa violence jusqu'à nos intimités, on ne pourra pas lutter contre le fascisme. »

« Leur démocratie et la nôtre »

Si capitalisme et fascisme semblent si bien s'accommoder l'un de l'autre, il est aussi rappelé combien le premier présente une profonde incompatibilité avec la démocratie¹⁷, « *ne serait-ce que parce que le capitalisme mange des pans entiers de notre existence sans nous demander notre avis : la façon dont on produit, dont on travaille, dont l'économie tout simplement fonctionne* ». Or, la réponse la plus couramment formulée face aux avancées et infiltrations menaçantes des droites radicales consiste précisément « à affirmer la nécessaire défense

11. BANTIGNY et PALHETA, p. 61.

12. *Idem*, p. 62.

13. *Idem*, p. 63.

14. *Idem*, p. 63.

15. *Idem*, p. 39.

16. Voir à ce sujet le dossier thématique dans ce même numéro sur la bienveillance et la violence.

17. Incompatibilité de la démocratie également avec le fascisme, rappel qui n'est malheureusement plus superflu au vu du maniement de ce terme par les droites nationalistes et identitaires.

de la démocratie¹⁸ ». Mais de quelle démocratie est-il question au juste? Ludivine Bantigny et Ugo Palheta nous rappellent à cet égard que la conception de la démocratie censée faire barrage au fascisme se résume dans ce qu'on appelle communément « démocratie libérale », en somme l'État de droit, un système reposant principalement sur l'élection et le pluralisme. Deux éléments sur lesquels les auteurs formulent de nombreuses réserves quant à leur caractère démocratique effectif, c'est-à-dire leur capacité réelle à représenter la diversité et la volonté du peuple. En s'en tenant à cette représentation de la démocratie, rien d'étonnant à ce que les tenants d'une dynamique démocratique véritable soient rejetés dans les rangs des utopistes.

La proposition formulée par Ludivine Bantigny et Ugo Palheta face à ce qu'ils nomment clairement « démocratie capitaliste » est celle d'un approfondissement de la démocratie, de sa radicalisation voire de sa... démocratisation. Les auteurs s'emploient à préciser la distinction fondamentale entre « leur démocratie et la nôtre ». Avançant un certain nombre de critiques à l'égard des projets de démocratie participative, bien souvent menés par le pouvoir en place lui-même, c'est à la « conquête » de la démocratie qu'ils en appellent : « une “démocratie réelle” [qui] suppose la rupture avec le capitalisme ». Car « que vaut une “démocratie” qui sanctuarise à tel point

le pouvoir du capital que l'usage des ressources productives et la répartition des produits de l'activité de tou-te-s ne font l'objet d'aucun contrôle ou presque de la part de celles et ceux qui produisent les richesses? Que doit-on penser de cette “démocratie” dans laquelle ils et elles n'ont aucun moyen véritable de décider de l'usage de leur temps et ne maîtrise en rien leurs conditions de travail, d'existence et même de simple subsistance, celles-ci dépendant avant tout de la maximisation du profit¹⁹? »

Et de nous rappeler que ce qui est systématiquement présenté comme « utopiste » a pourtant existé, que des pistes il y en a : Commune de Paris, soviets russes en 1905 et 1917, expérience communaliste au Rojava, conseils d'usine dans l'Italie de 1919-1920, rébellion zapatiste au Chiapas... Chili, Portugal, Gilets jaunes, ZAD, conseils et autres assemblées participatives, ici et ailleurs. Et l'on rappellera encore et encore que la démocratie *n'est pas* un régime immobile, ni « un ensemble de principes institués ou de procédures valables une fois pour toutes, mais la dynamique convulsive, imprévisible à bien des égards, à travers laquelle se bâtissent des institutions nouvelles pour une complète émancipation²⁰ ». Et cette perspective est, pour Ludivine Bantigny, véritablement antifasciste.

18. BANTIGNY et PALHETA, p. 86.

19. *Idem*, p. 107.

20. *Idem*, p. 111.

AIDEZ-LES À CONSTRUIRE L'AVENIR !

Grâce à vous nous outillons les citoyens de demain

Les Territoires de la Mémoire mettent à la disposition des citoyennes et citoyens les outils et les formations pour reconnaître et lutter contre la haine, la peur, les restrictions de nos droits humains universels et les menaces sur nos libertés fondamentales.

Ensemble, défendons la démocratie.

Votre participation et vos dons nous permettent d'entretenir et de faire évoluer notre exposition permanente *Plus jamais ça !*, de proposer un nouveau voyage pour la Mémoire à Berlin, de lutter contre la haine sur les réseaux sociaux, de diffuser nos nombreuses expositions itinérantes comme Triangle Rouge. Elle permet aussi d'alimenter et d'animer la bibliothèque George Orwell, d'inviter à La Cité Miroir des artistes et intervenants partageant nos combats et bien plus !



Stéphanie Reynders
04 232 70 06

grf@territoires-memoire.be

numéro d'entreprise: 0453 099 470

Récupérez
45% de votre don



CENTRE D'ÉDUCATION
À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

À vous d'écrire l'histoire !

www.territoires-memoire.be



DOSSIER

C'EST POUR VOTRE BIEN !

Bienveillance, violence et consentement

Pour le bien de qui au juste nous est-il sans cesse demandé de faire preuve de bienveillance ? Cette invitation qui nous est faite en permanence dans les discours politiques, médiatiques, managériaux... étrangement tous discours de pouvoir. Et comment se fait-il que dans le même temps la violence d'État, tant brutale et physique que symbolique et sociale, semble ne pas connaître de limites ? Étrange paradoxe qu'il convient de décrypter... pour se défendre et ne pas rester désarmés par ces belles paroles certainement, mais aussi pour rendre à la bienveillance sa signification initiale, celle qui devrait nous permettre de « bien veiller » les uns sur les autres et de vivre ensemble sans s'étriper à coups de gourdin.

16

ENTRETIEN

Bienveillance et résilience

Deux concepts conservateurs

Par Olivier Starquit



30

REPORTAGE

Différentes formes de violence dans les favelas brésiliennes

Par Alexia Tasiaux



REPORTAGE

« Bienviolence » en devenir

Les élus et les exclus de l'espace public à Belfast

Par Juliette Renard

34

24

ENTRETIEN

Revenir à la bienveillance

De quoi parle-t-on au juste?

Entretien avec Patrick Laurent



50

MOTS

Bienveillance

Par Henri Deleersnijder

46

PORTRAIT

Bourdieu et le pouvoir de la violence symbolique

Par Julien Paulus



38

ENTRETIEN

Se défendre

De la bienveillance assignée à la reprise de pouvoir

Entretien avec Irene Zeilinger – Garance



52

RAYONNAGE

Par Jérôme Delnooz

« C'est pour votre bien ! »

Bienveillance, violence et consentement

Par Gaëlle Henrard

Pour le bien de qui, au juste, nous est-il sans cesse demandé de faire preuve de bienveillance ?

Rien de nouveau sous le soleil, la récupération des concepts en vogue par le pouvoir est loin d'être un phénomène récent dans nos systèmes politiques, plutôt bien disposés à digérer et régurgiter à l'envi des notions issues de sphères diverses et variées. Ces dernières années, la bienveillance, le soin ou *care*, la vulnérabilité ou encore la résilience voient leur occurrence augmenter en flèche dans les discours politiques, médiatiques ou managériaux. En soi, rien de problématique... jusqu'à ce qu'on en interroge tant les intentions que les applications et effets concrets, *a fortiori* dans un climat où une certaine violence d'État, physique, mais aussi symbolique et sociale, semble se déployer un peu partout.

Ainsi, « à la conflictualité propre au politique et à la démocratie se substitue un pouvoir archaïque (...) : celui de "bien veiller" sur les hommes comme on surveille un troupeau. (...) Ce vieux pouvoir pastoral (...) passe essentiellement par la douceur, le confort et la bienveillance. C'est là sa force redoutable. Qu'advient-il alors lorsque surgissent des résistances ? La seule voie reste celle, verticale, de la condescendance et de la sanction. On déploie les fils barbelés et on brandit la fêrule. Mais on trahit du même coup la promesse même de ce pouvoir :

douceur, confort et bienveillance font place à la violence. Le berger se met à effrayer son troupeau¹ ».

Dans un esprit d'analyse des subterfuges utilisés par les pouvoirs dans leurs discours, **Olivier Starquit** met ainsi en lumière l'usage, largement abusif, des termes bienveillance et résilience, n'y percevant rien d'autre qu'une manipulation de l'opinion dans le but d'« annihiler toute velléité de conflictualité dans la société ». « Un coup d'État conceptuel », « un surplus d'humanisme » pour « enrober à la guimauve » les discours des gouvernants...

Un exercice de décryptage s'imposerait donc pour passer au crible les mesures politiques concrètes dont on nous dit qu'elles sont prises « pour notre bien ». Deux exemples viennent ainsi illustrer un subtil effacement des limites entre lutte contre la criminalité et mise sous contrôle des « non-désirables », pauvres, défavorisés et autres marginalisés. Nous plongeant dans la politique sécuritaire du Brésil, **Alexia Tasiaux** met en lumière la manière dont la « guerre contre le crime » dans les favelas de Rio de Janeiro justifie l'utilisation d'une violence structurelle envers ses habitants, ou comment la présence policière et militaire censée mater les violences des trafiquants et protéger les habitants de ces quartiers, place ceux-ci sous un contrôle et une violence permanents, et tend à les suspecter du même coup

1. Barbara STIEGLER, *Du cap aux grèves. Récit d'une mobilisation*, 17 novembre 2018 – 17 mars 2020, éd. Verdier, Lagrasse, 2020, pp. 39-40.

d'une potentielle criminalité. Autre pays, autre contexte, mais effets comparables : **Juliette Renard** s'interroge sur la présence de panneaux qui structurent l'espace public de Belfast en Irlande du Nord, et qui invitent à dénoncer tout comportement « anti-social ». Ainsi pouvons-nous questionner des mesures officiellement pensées à des fins de protection des populations, mais qui, dans les faits, autorisent une suspicion et une stigmatisation des groupes déjà marginalisés et vulnérables, comme les sans-abris, les jeunes ou les personnes racisées.

Mais il nous importait d'en revenir à la nature de la bienveillance, à sa signification première et à l'expérience concrète qu'elle peut rendre possible. Ainsi **Patrick Laurent** nous explique-t-il que cette attitude visant à souhaiter et à veiller au bien de l'autre, cette attention à ce qui *est*, devrait être évaluée par la personne même qui en fait l'objet. Une méthode sans doute utile pour déjouer les déclarations fallacieuses et distinguer les comportements qui, effectivement et directement, permettent de « bien veiller ».

Et puis s'il fallait retourner la supercherie, peut-être pourrions-nous diriger notre regard vers celles qui, historiquement, ont été assignées à cette bienveillance, « le sexe de la sollicitude² » : les femmes ! Celles à qui on apprend (encore) à prendre soin, à faire attention, à veiller sur... celles qui, dans le même temps,

sont encore trop souvent désignées et représentées comme vulnérables mais aussi violentables, celles qui, du coup, apprennent à se défendre. **Irene Zeilinger** de l'asbl **Garance** nous rappelle l'historique, la portée politique et la puissance du mouvement d'autodéfense féministe qui n'a pas fini de remettre en question l'ordre de genres.

Enfin, en cette année marquant le vingtième anniversaire de la disparition de Pierre Bourdieu, **Julien Paulus** revient sur les concepts de pouvoir et violence symboliques, théorisés par le sociologue français.

Le présent dossier entreprend donc d'interroger, au prisme des rapports de domination, une forme de *softpower* et de recueil du consentement des populations, nous rappelant parfois le « conservatisme compatissant » d'un Georges W. Bush ou d'un Davis Cameron. Le souhait ici est de décrypter les discours sur la bienveillance, et identifier parallèlement le déploiement d'une violence réelle, afin de dissiper le nuage de fumée et nous ramener au combat politique et collectif contre les injustices, un combat qui ne se gagnera pas à coups de smileys-cœur, de coaching positif et de « happiness management ». Mais aussi, pourquoi pas, d'élaborer une réelle pratique du « bien veiller »... et imaginer ce que serait une société effectivement bienveillante.

2. Fabienne BRUGÈRE, *Le sexe de la sollicitude*, éd. Seuil (coll. Non conforme), Paris, 2008.

Bienveillance et résilience

Deux concepts conservateurs

Par **Olivier Starquit**

Bienveillance et résilience, voilà deux concepts qui sont dans toutes les bouches et mis à toutes les sauces. Si la gouvernance fut le mot-clé de la décennie précédente, elle se voit désormais supplantée par ces deux mots usés jusqu'à la corde et pervertis par le pouvoir. Et si, paradoxalement ou pas, ils poursuivaient les mêmes objectifs que le concept de gouvernance, à savoir annihiler toute velléité de conflictualité dans la société ? En somme, tout comme la gouvernance, ces concepts constituent en réalité un coup d'État conceptuel.

© Léon Seleck





Bienveillance, cœur avec les mains

La bienveillance, c'est vachement tendance ! Comme le souligne Evelyne Pieiller, elle fut même, pour le dictionnaire *Le Robert*, le mot de l'année 2018. Et on la retrouve partout : d'abord, dans les revues de management, journaux catholiques, livres de développement personnel tendance yoga, etc. « En 2011, 228 entreprises françaises, dont France Télécom (mais oui) et HSBC, signaient un "Appel à plus de bienveillance au travail" à l'initiative du mensuel *Psychologies Magazine* ». On la retrouve encore « dans la pédagogie ; dans les tweets d'Edgar Morin ; dans les festivals de musique et dans le discours politique. M. Macron s'en revendique sans frémir : « J'ai une règle de vie, pour les femmes et pour les hommes comme pour les structures : la bienveillance » (France 2, 10 avril 2016)¹ ». Mais que désigne au juste la bienveillance² ? *Le Larousse* la définit comme une « "disposition d'esprit inclinant à la compréhension, à l'indulgence envers autrui". Ce qui place le bienveillant en surplomb par rapport à l'objet de son aimable indulgence³ », souligne Evelyne Pieiller, nous y reviendrons. Mais qui va s'arroger le droit de juger de qui doit faire l'objet de bienveillance ? Et selon quels critères ?

Dans le monde du travail, la bienveillance est aussi un outil fort prisé, notamment parce qu'elle permet de cacher l'exploitation et l'aliénation au travail voire, pour être plus précis, de les doter d'un surplus d'humanisme enrobé à la guimauve. Il s'agira de faire mieux avec moins, mais tout en restant bienveillant avec les usagers (le personnel soignant pressurisé avant, pendant et après la pandémie s'y retrouvera aisément). Il en résulte « une domination accentuée car dissimulée, innommée. La domination du manager sur ses subalternes dans

l'entreprise, de l'adulte sur l'enfant à l'école, du bien portant sur le malade à l'hôpital, du maton sur le prisonnier, etc. (...) Cette domination qui a pris le nom de "bienveillance" ne peut être pensée car beaucoup d'entre nous l'intègrent comme une aliénation. On ne peut être bienveillant que dans une relation d'égalité, chose inexistante dans le salariat⁴ ». Par sa position de surplomb, la bienveillance sert à cacher la hiérarchie et la domination. Dans ce cadre, on peut se demander s'il est souhaitable de faire l'objet d'une forme ou l'autre de bienveillance ? Honni soit celui à l'égard duquel sera témoignée de la bienveillance... En outre, et comme souvent avec les mots du pouvoir, la

Et si la bienveillance permettait de nier la conflictualité, pourtant moteur essentiel de la démocratie ?

bienveillance est un mot en téflon : indépendamment de son sens, il sonne neuf et est surtout connoté positivement (comme pour la modernité, comment pourrait-on être contre ?). Il est pourtant

légitime de se demander si un pouvoir politique peut être (constamment et systématiquement) bienveillant.

De quoi, dès lors, l'usage perverti de la notion est-il le nom ? Et si la bienveillance était le nouvel étymon permettant de nier la conflictualité, pourtant moteur essentiel de la démocratie ? Là où la gouvernance a essayé de remplacer la démocratie et la politique par la gestion technique, la bienveillance aurait pour objectif de contrer toute négativité (cœur avec les mains !) et toute remise en question. Le président Macron, parangon de la bienveillance, l'est-il resté, bienveillant, lorsqu'il s'est agi de réprimer les gilets jaunes ? (Même si on ne peut parler d'abus et de violences policières dans un pays qui se tient sage...). « Dans un monde néolibéral où tous doivent aller dans la même direction et au même rythme, il ne peut y avoir de conflit. C'est ce qui motive la disqualification constante du négatif et de la critique, et la valorisation permanente de

1. Evelyne PIEILLER, « La tyrannie de la bienveillance », *Le Monde diplomatique*, décembre 2020, p. 3.

2. NDLR : voir à ce sujet l'entretien avec Patrick Laurent dans ce même dossier.

3. Evelyne PIEILLER, *op. cit.*

4. Clément DAGORNE, « La bienveillance, triste cache-sexe de la domination managériale dans nos vies », *Frustration Magazine*, 23/04/2020, frustrationmagazine.fr.



© Léon Seleck

C'est là le principe de la résilience : préparer au pire sans jamais en élucider les raisons

la bienveillance et de l'attitude positive face au changement⁵. » Ainsi le pouvoir en place adopte-t-il une méthode de

type pastoral, où le berger sait aussi manier le bâton. Or, « l'harmonie visée en démocratie ne peut refouler le conflit, au contraire, elle doit le chérir et le contrôler comme on chérit le feu sans le laisser nous dévorer⁶ ».

Au nom de la bienveillance, c'est donc une nouvelle conception du citoyen qui se met en place : « la société est considérée comme un ensemble organique, que seule la coercition peut mener au Bien ; les décisions politiques

sont justifiées par l'anticipation du pire ; l'émancipation ne passe plus par le développement de l'esprit critique, mais par la reconnaissance d'une fragilité constitutive et d'une interdépendance généralisée⁷. »

Résilience plutôt que résistance

Et si la bienveillance ne suffit pas, la résilience viendra en appui pour poursuivre ces mêmes objectifs. Comme la bienveillance, le terme est en effet utilisé à tout va. Tout fait farine au moulin, à un point tel qu'on pourrait dire que le terme est devenu un sable mouvant (dans lequel on s'embourbe

5. Barbara STEGLER, *Du cap aux grèves*, Lagrasse, éd. Verdier, 2020, p. 39.

6. Sophie WAHNICH, *Stridences en conjoncture de trouble. Notre situation historique*, Paris, éd. Excès, 2021, p. 16.

7. *Idem*.



© Léon Seleck

volontiers). Revenons en passant à l'étymologie et à l'origine du mot.

« L'origine étymologique du terme "résilience" vient du latin *resilire*, qui adosse le verbe *salire*, sauter, au préfixe *re*, qui indique un mouvement vers l'arrière. Là où la langue française du Moyen Âge va donner naissance au concept de "résiliation", qui désigne l'action de se rétracter, de se délier d'un contrat, dans un mouvement de recul, la langue anglaise va quant à elle s'emparer du participe présent du mot latin *resilire*, c'est-à-dire *resiliens*, et lui associer l'idée, qui va s'avérer particulièrement porteuse, du rebond, autrement dit d'un mouvement de retour à l'équilibre⁸. » Puis, le terme va faire son entrée dans

le langage scientifique, du côté de la physique des matériaux où elle sert à caractériser l'élasticité et la résistance du bois et des métaux lorsqu'ils sont exposés à des chocs. Les matériaux dits « résilients » sont donc ceux qui, parvenant à absorber le choc, reviennent à leur état initial. Puis, comme souvent, le terme va être importé dans d'autres champs : « importé dans les années 1970 par les sciences de l'écologie pour analyser l'évolution et l'adaptation des écosystèmes, le concept explose durant les années 1980 dans le champ de la psychologie pour expliquer la capacité de certaines personnes à surmonter les traumatismes. Adoptée par les économistes, les urbanistes et les experts en développement, la notion est depuis

8. Fabienne SCANDELLA, « L'avènement du télétravailleur résilient à l'ère post-covid », *Hesomag* 24, 2^e semestre 2021, p. 29.



© Léon Seleck

Il s'agirait en quelque sorte de penser et vivre avec les dégâts en écopant sans fin

une dizaine d'années devenue le mot-clé à saupoudrer dans toutes les politiques publiques, aussi bien en matière de dérèglement climatique, de catastrophes naturelles, de terrorisme et de crises financières que d'épidémies. Face au Covid19, M. Emmanuel Macron a ainsi baptisé "Résilience" l'opération militaire lancée le 25 mars pour appuyer la lutte contre le virus⁹. » Et c'est ainsi que le mot va devenir un mantra, bon à tout faire passer. Emmanuel Macron va le décliner sans craindre de se répéter. « Manifestement, être résilient, c'est bien. C'est peut-être même le bien. On fait remonter sa popularisation en France aux travaux du psychiatre Boris Cyrulnik,

autrefois membre de la commission Attali sur les freins à la croissance¹⁰. »

Comment expliquer le succès de ce terme en vogue ? Face à un système qui montre de plus en plus son inefficacité notoire et systémique, le discours tenu grâce à l'invocation de la résilience permet d'inciter les citoyens à prendre acte d'un traumatisme infligé par ce même système (une catastrophe nucléaire, des inondations...) et de les inviter à (se) reconstruire sans qu'il faille remettre en cause le système. Ainsi, face « à la violence des choix politiques et managériaux, les salariés et citoyens sont sommés, individuellement, de se blinder, de prendre sur eux et de réguler leurs émotions pour ne pas remettre en cause ce qui leur arrive¹¹ ». Ainsi,

9. Laura RAIM, « En Floride, les riches n'auront pas les pieds dans l'eau », *Le Monde diplomatique*, mai 2020, pp. 4-5.

10. Evelyne PIEILLER, « Résilience partout, résistance nulle part », *Le Monde diplomatique*, mai 2021, p. 5.

11. « Faire preuve de "résilience" : s'en prendre à soi plutôt qu'aux bourgeois », *Frustration Magazine*, 02/04/20, frustrationmagazine.fr.



© Léon Seleck

l'incursion du concept de résilience dans les entreprises participe d'une psychologisation des rapports de travail « qui individualise et dépolitise les enjeux relatifs aux conditions de travail en les réduisant à des stratégies d'adaptation individuelles. Enfin, l'injonction à la résilience entraîne une disqualification de toute résistance, de toute remise en question de l'organisation du travail¹² ».

Par ailleurs, Thierry Ribault qui s'est penché sur la catastrophe de Fukushima, souligne que « plus les causes des désastres nous sont connues, plus les réponses fournies se concentrent sur leurs conséquences, rendant ainsi mécaniquement les causes encore plus désastreuses. Car c'est là le principe de la résilience : préparer au pire sans

jamais en élucider les raisons¹³ ». Il s'agit là d'un terme pernicieux, qui implique que l'on ne peut pas changer les systèmes économiques existants, ni arrêter les désastres qu'ils créent.

Il s'agirait en quelque sorte de penser et vivre avec les dégâts en écopant sans fin. Mais cela va plus loin encore : par le recours à la résilience, des causes systémiques sont individualisées ; si la personne ne fait pas preuve de résilience, elle est en quelque sorte responsable de ce qui (lui) arrive et est vulnérable. Dans le meilleur des cas, elle pourra alors faire l'objet d'une certaine bienveillance (ou pas).

12. Fabienne SCANDELLA, *op. cit.*

13. Thierry RIBAUT, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, Paris, L'Échappée, 2021, p. 24.

S'adapter et/ou avoir peur

Le sujet doit constamment s'adapter, et ne jamais remettre en cause les conditions, les causes et les origines de sa souffrance. En somme, « la résiliothérapie ôte aux populations toute perspective de prise de conscience de leur situation et de révolte par rapport à elle¹⁴ », ce qui en soi constitue une atteinte aux Lumières et induit un mode de fonctionnement politique qui permet d'impulser un désengagement de l'État au profit de la responsabilisation individuelle, tout en promouvant un mode de gouvernement par la peur de la peur. La résilience devient ainsi une technique de détournement et constitue dans ce cadre « un outil central dans la fabrique du consentement reposant sur l'apprentissage de la peur de la peur elle-même¹⁵ ».

La valorisation à tout crin de la résilience permet d'œuvrer au remodelage des comportements : « son extrême valorisation est bien sûr en accord avec l'air du temps, qui invite chacun à se considérer comme un capital à faire fructifier. Mais, de façon plus large, la promotion de la résilience comme modèle diffus de traversée profitable des

épreuves, du résilient comme modeste héros qui a reconnu et transformé ses fragilités, est une arme idéologique et politique idéale. Elle est de fait posée aujourd'hui et saluée comme la solution pour surmonter les temps difficiles¹⁶ », et facilite ainsi le désengagement de l'État, comme évoqué ci-dessus.

En incitant chacun et chacune à faire preuve de résilience dans l'adversité, il va de soi qu'on ne les incite pas à résister (ni collectivement, ni individuellement) mais bien à encaisser, à prendre sur soi, et à retourner sur soi la violence (symbolique ou non) infligée quotidiennement par la société (ce qui, par ailleurs, expliquerait l'explosion des *burn out*, soit du nombre de personnes calcinées par un feu impossible à extérioriser). Là où la gouvernance et la réduction de la « politique à technique de gestion » tendaient à montrer des signes de fatigue, Or, « si la politique, c'est la contradiction et le dissensus, il apparaît que la psychologisation de la politique revient à la dépolitiser¹⁷ ». La question subsidiaire latente revient à savoir quels seront les remplaçants de la bienveillance et de la résilience lorsque ces deux concepts auront été suffisamment essorés et démonétisés.

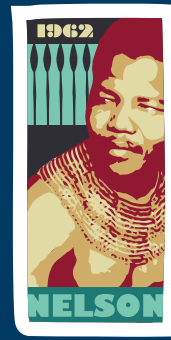
14. *Idem*, p. 45.

15. *Idem*, p. 297.

16. Evelyne PIELLER, « Résilience... », *op.cit.*

17. François BÉGAUDEAU, « Résilience », in *Le nouveau monde. Tableau de la France néolibérale*, Antony BURLAUD, Allan POPELARD et Grégory RZEPSKI (dir.), éd. Amsterdam, Paris, 2021, p. 1000.





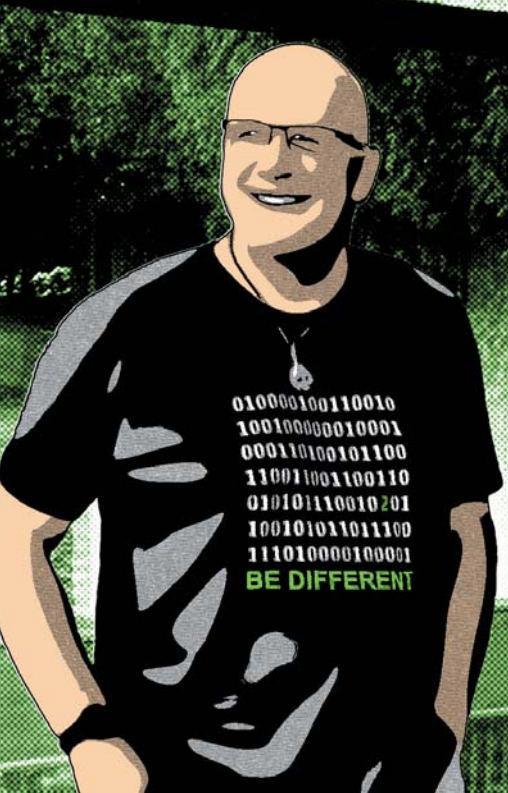
11 lettres
10 figures inspirantes
et vous !

Une exposition à accueillir en vos locaux

Informations et contact

expositions@territoires-memoire.be - 04 232 70 06





Revenir à la bienveillance

De quoi parle-t-on au juste?

Entretien avec Patrick Laurent
Mené par Gaëlle Henrard

Patrick Laurent est psychothérapeute familial et formateur dans le secteur de l'aide sociale avec une approche critique et une attention à la portée politique de sa pratique. Depuis de nombreuses années, il défend et pratique la méditation.

On a discuté avec lui de bienveillance et de soin, notions éminemment politiques et particulièrement mobilisées dans sa sphère d'expérience. Parce qu'indépendamment de leur récupération par le capitalisme et les discours politiques, la bienveillance et le soin trouvent de réelles applications et nourrissent des objectifs d'humanisme et de respect de l'autre. Retour sur la nature de ces idées...

La bienveillance, quelle définition m'en donneriez-vous dans un premier temps ?

Dans cette idée de bienveillance, il y a deux choses : la bienveillance et la compassion (et l'autocompassion). La bienveillance est une attitude qui vise à espérer le bien pour l'autre et soi-même. Notons donc déjà que la bienveillance n'est pas une notion abstraite, elle se pose sur quelque chose : une personne, un autre, soi-même, le monde, la vie, une chose. On peut ainsi se montrer bienveillant à l'égard de la planète ou d'objets. L'idée fondamentale est de « bien veiller sur », avec pour but de créer les meilleures conditions possibles pour le bien-être du sujet ou de l'objet de notre bienveillance. Remarquons que « bien veiller » ne présuppose pas la souffrance de l'autre (ou de soi-même). On est dans l'intention que la vie soit bonne, sans qu'il y ait nécessairement souffrance. D'autre part, il y a la compassion, qui est une action engagée dont le but est de réduire la douleur de l'autre, avec parfois le risque de s'oublier soi-même.

Remarquons néanmoins que cette distinction entre moi et l'autre ou le monde, est une distinction qui n'est pas faite dans le bouddhisme, dans laquelle la bienveillance et la compassion sont fondamentales. Moi et le monde, c'est Un. Ainsi, je ne peux être en compassion et en bienveillance avec les autres et le monde, si je ne le suis pas aussi à l'égard de moi-même. Réduire ma souffrance participe de la réduction de la souffrance du monde. Et c'est aussi une perspective systémique suivant laquelle il n'y a pas de priorité sur l'un ou l'autre des éléments d'un tout, tout y est interdépendant. Dans un monde qui n'est pas dualisé comme le nôtre, si l'on cherche à faire le bien, à « bien veiller », on ne peut plus scinder ce qui me fait du bien et ce qui fait du bien à l'autre. Et on se trouve parfois dans la difficulté d'expliquer certains concepts comme la bienveillance, considérant qu'elle doit être « pure », motivée par un altruisme absolu et exclusivement dirigée vers l'autre et pour l'autre.

Cela me fait penser au livre de Michel Terestchenko, *Un si fragile vernis d'humanité*¹, dans lequel il tente de comprendre, d'une part, la capacité des hommes à commettre des actes d'une absolue monstruosité, et d'autre part, le sens de l'altruisme. Et il refuse de dissocier de façon catégorique l'altruisme et égoïsme.

En effet... Qu'est-ce qui est pur, sans tâche, sans défaut, quelque chose qui par définition ne contiendrait que la *même* chose ? Qu'est-ce qui ne contient que « soi-même » ? Pas même l'eau. Et si vous prenez de l'eau épurée, elle vous sera néfaste. Ce rapport à la pureté est donc très étrange, et il l'est d'autant plus dans le monde des idées. Une idée ne peut être pure qu'en tant que concept. Une fois transposée dans l'expérience, elle se mélange et il n'y a plus de pureté. Et cela fonctionne également pour la bienveillance, ce qu'une personne fait pour l'autre, uniquement pour l'autre, elle le fait aussi pour elle-même, elle est elle-même touchée par ce geste qu'elle pose à l'égard d'autrui. Donc, cette idée de bienveillance ne se comprend, il me semble, que dans un monde qui contient l'autre et soi-même.

Mais plus concrètement, j'aime à comprendre les choses sur le plan pragmatique : qu'est-ce que telle ou telle idée fait faire ? Ainsi, que propose et que fait faire la bienveillance ?

1. MICHEL TERESTCHENKO,
Un si fragile vernis d'humanité.
Banalité du mal, banalité du bien,
éd. La découverte-MAUSS (coll.
« Recherches »), Paris, 2005.



© Léon Seleck

À cet égard, la philosophe et psychanalyste Cynthia Fleury² considère par exemple que la vulnérabilité est à préserver, parce qu'elle requiert le soin de l'autre, qu'elle demande à l'autre de développer un comportement qui est celui du soin, aspect selon elle de l'exceptionnalité de l'humain.

Oui, elle applique le soin à l'humain. Mais, comme je le disais, on peut diriger notre bienveillance et adopter une attitude soignante à l'égard de choses inanimées, des objets ou de l'air, par exemple. On rejoint ainsi la pensée amérindienne qui ne fait pas cette distinction : je ne crache pas dans la rivière, je suis de la même nature que l'eau, que le vent, nous avons une nature commune. En fait, c'est une attention à ce qui est, animé ou inanimé. Cela est et cela appartient à un ensemble qui n'a d'existence que par la composition extrêmement précise de cet ensemble. Si on change une variable de l'ensemble, on peut en rendre le fonctionnement impossible. Ainsi, l'air que nous respirons doit avoir une qualité

extrêmement précise, or il est inanimé. Si on adopte une vision systémique, tout ce qui compose le système lui est nécessaire. Notre manière de considérer les choses, en revanche, déclare que certaines sont plus importantes, d'autres inutiles, facultatives, et on établit ainsi des hiérarchies, avec des fonctions essentielles et d'autres accessoires. Mais si vous touchez aux fonctions accessoires, vous dénaturez l'objet, vous modifiez le système.

Selon Yuval Noah Harari³, Sapiens va progressivement percevoir qu'il peut avoir un contrôle sur le monde et qu'il va plutôt le faire à son profit, sans avoir la capacité de se rendre compte des conséquences à long terme des actions posées à court terme. Se détachant de la « spiritualité et du sacré », une grande partie des hommes ne se perçoit plus comme membre du système « Gaïa » mais se perçoit comme propriétaire avec les conséquences que l'on connaît. Je suis à cet égard assez critique sur le postulat du « progrès » quand on voit combien nos esprits sont intéressés par les bénéfices immédiats et peu par les conséquences à long terme. Il me semble qu'on utilise un concept qui n'est pas tout à fait juste, avec une confusion entre améliorer et évoluer.

2. Cynthia FLEURY, *Le soin est un humanisme*, éd. Gallimard (coll. « Tracts », n°6), Paris, 2019.

3. Yuval Noah HARARI, *Sapiens. Une brève histoire de l'humanité*, éd. Albin Michel, 2015.

C'est le discours de celui qui la reçoit qui est le discours crédible sur la bienveillance.

L'évolution est un processus qui fait passer de A à B et on a associé cela à « améliorer », à « de mieux en mieux ». Jacques Ellul⁴, que je trouve très intéressant bien qu'il soit contesté, considère qu'il soit contesté, considère qu'il y a une hérésie à penser que la technologie est par nature bénéfique. On voit combien cette pensée solutionniste est encore active aujourd'hui. Si on voit la guerre en Ukraine, je ne peux pas qualifier les belligérants, russes, ukrainiens, européens ou américains, de gens « intelligents » : on est juste dans des rapports de pouvoir et de domination et dans des visions à court terme absolument non systémiques. Outre le fait qu'il s'agit d'une guerre de technologie. Il n'est pas observable, dans la nature, un prédateur tel que capable de foutre tout en l'air, y compris lui-même. Le « génie de l'être humain » comprend tout de même la capacité à tout détruire, en ce compris lui-même. Aucun animal n'a élaboré des stratégies allant à l'encontre de sa propre survivance. Nous bien. Pour Ellul, et d'autres d'ailleurs, il y a cette idée que nous n'avons pas développé suffisamment

notre spiritualité ; pas au sens de croyance, mais au sens de connaissance du fonctionnement de l'esprit. Comment l'esprit et notre cerveau fonctionnent-ils ? Quels sont les aspects cognitifs, les biais de pensée ? Quelles réalités cela crée-t-il et que font-elles faire et vivre ? Le récent ouvrage de Sébastien Bohler⁵, *Le bug humain* est très intéressant à cet égard. Et la bienveillance va consister en une forme de discipline de pensée qui s'intéresse aux conséquences de la pensée elle-même, se demandant : cela aide-t-il de bien veiller sur ? C'est là une dimension éminemment politique. Pas dans le sens politicien du terme bien sûr, mais dans celui d'une organisation intelligente de la Cité et, autant que faire se peut, par l'ensemble des citoyens qui la composent.

Comment vous représentez-vous la récupération terminologique de la bienveillance dans les discours politiques et managériaux ?

Il est évident que le concept est en vogue. Mais la pratique ne l'est pas. Il ne s'agit absolument pas d'une appropriation, ni

4. Jacques ELLUL, *Le bluff technologique*, éd. Pluriel, 2012.

5. Sébastien BOHLER, *Le bug humain. Pourquoi notre cerveau nous pousse à détruire la planète et comment l'en empêcher*, éd. Robert Laffont, 2019.

**Je pense
que c'est aux
gens d'évaluer si les
mesures qui sont prises à
leur égard, sous couvert de
bienveillance, le sont
effectivement.**

d'une application, ce qui serait merveilleux. Il s'agit surtout d'une déclaration fallacieuse. Si le monde s'appropriait vraiment ces concepts dans leur nature initiale, et avec rigueur, que cela ferait-il faire ? Cela reste à évaluer : cette bienveillance dont se réclament les gens, quels vont être les critères qui la rendront objectivable et observable ? Comment cela se manifeste-t-il ? Comment est-ce ressenti par la personne qui la pose, et par celle qui la reçoit ? Qu'allons-nous pouvoir constater ? Il me semble qu'on peut d'abord en revenir à l'intentionnalité. L'intention est d'être bienveillant ? Très bien. Mais par quoi cette intention a-t-elle été suivie ? Qu'est-ce qui va me permettre à moi, citoyen ou citoyenne, de me sentir bienveillant et de faire l'expérience de la bienveillance à mon égard ? Je dirais que la personne qui prône la bienveillance devrait questionner les personnes concernées, seules à même de juger de cette bienveillance. C'est le discours de celui qui la reçoit qui est le discours crédible sur la bienveillance. Tout le reste, c'est du facile à dire, des prescriptions et des mises en adéquation morale qui ne sont que conceptuelles. Et cela, je le précise, sans qu'il soit nécessaire de produire un effort mental. Pour ma part, dès qu'il faut mentaliser quelque chose, c'est-à-dire si cela n'apparaît pas de manière empiriquement perceptible, on est dans la supercherie. Pourquoi, en effet, faudrait-il que je pense pour percevoir la bienveillance manifestée à mon égard ? Et si celle-ci n'est pas bien perçue, on dira qu'il faut faire de la « pédagogie », qu'il faut éduquer les gens à cette perception. Ainsi, vous seriez bien traités, mais vous ne le sauriez pas... Ça s'appelle de l'hypnose. L'être humain, en tant que système vivant intelligent, a la capacité d'apprécier assez spontanément ce qui fait du bien et ce qui n'en fait pas : ceci est doux et agréable, ceci est confortable, etc. Il n'a pas besoin qu'on l'éduque à cela. Nous sommes ainsi construits, à travers ce fameux parcours d'évolution, à avoir des capteurs qui nous renseignent très bien : « température agréable », « paysage beau »... Pourquoi devrait-on éduquer mon œil à percevoir comme beaux des murs et des immeubles gris et hauts qui se dressent devant moi ?⁶ L'œil, par exemple,

n'aime pas tout ce qui ferme et obstrue la vue, il préfère ce qui est ouvert. On me dira qu'il faut vivre avec son temps. Oui, mais pourquoi mon temps devrait-il contenir cela ? Ainsi, pourquoi mon corps n'est-il pas adapté, sensoriellement parlant, aux expériences « bienveillantes » que me propose la société ? Comment cela se fait-il ?

Cette fameuse maxime qui nous dit qu'« il faut nous adapter »⁷...

C'est cela ! Et on a ces gens qui prônent la bienveillance et qui, de prime abord, vivent dans des conditions dissemblables de celles des personnes à qui ils disent qu'il faut s'adapter. Des gens qui préfèrent être soignés à l'Hôpital Américain de Paris, plutôt qu'au Centre public d'aide sociale. Le confinement nous a bien montré cette dissociation. C'était pourtant « pour leur bien » de rester enfermés... On nous demande de nous adapter à un monde, une « civilisation », qui nous a retirés de notre environnement d'origine, avec cette imposition de nous adapter à la modernité qui est, tout de même, très éloignée des conditions optimales de vie pour un être humain. On sait que l'espace est insuffisant, que le temps va trop vite pour nous. Et pourtant, sans cesse, il faut accélérer. Dans tout cela, il me semble bénéfique de pouvoir retrouver les conditions du bien-être, mais encore faut-il les connaître. Quelles sont-elles pour un organisme qu'on appelle être humain ? Tout cela requiert des savoirs dont beaucoup sont perdus ou ne sont pas mobilisés. Ce matin, j'étais dans un groupe de méditation pour personnes âgées, et je parlais avec un monsieur qui avait manifestement de gros problèmes de dos. Il m'explique que toute sa vie, il a travaillé comme banquier. On sait combien la position assise permanente est la pire position pour le dos. Difficile dans ce cas de penser à un management de la bienveillance, puisque les connaissances dont nous disposons sur le bien-être ne sont pas suivies de décisions et de comportements.

Quelle serait une politique, un gouvernement ou une mesure qu'on pourrait qualifier de bienveillante ?

D'abord, ces mesures devraient se prendre en groupe, pas par un ou quelques individus. L'approche collective me semble indispensable, parce qu'elle permet l'échange et la construction d'un savoir commun. Je pense au peuple des Senoï, en Malaisie, qui ont comme particularité, entre autres, de ne pas connaître de situations de conflits guerriers. Et, outre leurs huttes familiales, ils partagent la majeure partie de leur vie dans d'énormes huttes collectives où se discutent et se construisent le savoir et la manière de vivre ensemble. Il n'y a pas ce clivage entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas

Il nous faut en tout cas percevoir que, par exemple, définancer les soins de santé n'est pas une mesure bienveillante. Et c'est interpellant de constater l'adhésion parfois massive à des discours qui, pourtant, de façon assez évidente, ne décrivent pas l'expérience de la bienveillance. Il y a quelque chose de l'ordre de l'hypnose, de la modification de la conscience, qui amenuise les capacités de jugement des personnes. Il s'agit bien d'un langage d'influence et de manipulation des masses à travers des techniques de communication dont les structures sont assez bien connues. On peut bien sûr en revenir aux conditions d'informations qui ne permettent plus aux gens de prendre le temps de la pensée critique, une pensée qui requiert certaines conditions. Or, celles dans lesquelles nous baignons sont de l'ordre du bruit et de l'anxiété... tout sauf ce qui permet la pensée. Sans compter que penser induit le doute, ce qui de mon point de vue est salutaire (si ce n'est pas permanent évidemment), mais qui est loin d'être perçu comme tel. On n'éduque pas au doute.

Mais j'insiste, je pense que c'est aux gens d'évaluer si les mesures qui sont prises à leur égard, sous couvert de bienveillance, le sont *effectivement*.

6. NDLR : Voir à cet égard Cynthia FLEURY et Antoine FENOGLIO, *Ce qui ne peut être volé. Charte du *verstohlen**, éd. Gallimard (coll. Tracts, Grand Format), Paris, 2022. Proposant un manifeste, les auteurs développent en 10 points ce qui ne peut être escamoté pour construire une « vie bonne ». L'horizon, en tant que vue, paysage, espace, constitue un de ces points.

7. Voir à ce sujet le livre de Barbara STIEGLER, « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*, éd. Gallimard (coll. « NRF Essais »), Paris, 2019.



Différentes formes de violence dans les favelas brésiliennes

Par Alexia Tasiaux

Le Brésil est internationalement connu pour être l'un des pays les plus dangereux au monde. Et quand on parle des favelas brésiliennes, on pense souvent à la violence, au haut taux d'homicides, ou encore aux liens avec les organisations de trafic de drogue, et on peut dès lors se demander si les habitants de ces quartiers sont protégés de cette violence ou s'ils en sont victimes ?

Depuis les années 1960-1970, les favelas sont caractérisées dans les discours officiels comme étant des problèmes sociaux qui n'ont pas leur place dans les villes. Pour mettre fin à ce « problème social », l'État brésilien a assez vite déployé des opérations « anti-favelas » adoptant diverses mesures telles que l'interdiction de construire de nouvelles favelas, le déplacement de leurs habitants, ou encore la tentative d'amélioration des conditions de vie dans ces habitations. Au vu de l'inefficacité de ces actions, la résolution du problème des favelas s'est vue alors envisagée par le biais de politiques publiques de sécurité.¹

1. GODOY POSTIGO, E. L. « A construção social das favelas no Rio de Janeiro (Brasil) como territórios de violência », *Revista Latinoamericana de Estudios de Seguridad* (15), 2014, p. 118.



Politique sécuritaire

Afin de cerner les enjeux de la politique sécuritaire au Brésil, une contextualisation du développement de celle-ci peut s'avérer utile. En 1964 a lieu un coup d'État et le président de l'époque, João Goulart, est destitué par l'armée, plongeant le pays dans une période de dictature militaire qui durera une vingtaine d'années. Pourtant, ce n'est qu'au début des années 2000 que la loi du silence régnant autour de cette époque est brisée et que l'accès aux archives est autorisé². Durant le régime dictatorial, l'utilisation de la violence et de moyens extra-légaux mobilisés par la police étaient tolérés, et ce n'est pas le « retour à la norme démocratique » qui allait soudainement

mettre fin. Afin de continuer à légitimer l'utilisation de telles méthodes, le secteur de la sécurité brésilien s'est choisi un ennemi à combattre pour justifier le maintien de la doctrine militaire³.

En effet, le Brésil est également le berceau de certaines formes de criminalité organisée, en particulier le trafic d'armes et le trafic de drogues. C'est sur cette base que les services de police ont pu déclarer, de manière unilatérale, être en « guerre contre la criminalité ». En réalité, cette justification permet d'asseoir une nouvelle fois un conflit de classes entre dominants et dominés⁴. Comme le dit Michel Foucault, « le pouvoir politique, dans cette hypothèse, aurait pour rôle de réinscrire perpétuellement ce rapport de forces, par une sorte de

2. SCHNEIDER, N., « Breaking the 'Silence' of the Military Regime: New Politics of Memory in Brazil », *Bulletin of Latin American Research*, 2010, pp. 199-207

3. DELUCHEY, J.-F., « De la « guerre contre le crime » au Brésil : culture autoritaire et politiques publiques de la sécurité », *Presses de Sciences Po*, 2003, pp. 176-177.

4. *Idem.*, p. 181.



Même si l'État est censé protéger les habitants des favelas, le motif de la potentielle criminalité affaiblit fortement ce rôle

© Fernando Quevedo

guerre silencieuse, et de le réinscrire dans les institutions, dans les inégalités économiques, dans le langage, jusque dans le corps des uns et des autres⁵.

La « guerre contre le crime » s'est ainsi rapidement transformée en « criminalisation de la marginalité », et plus spécifiquement de la pauvreté. Alors qu'à leur création elles étaient conçues comme des habitations proches des industries, permettant aux ouvriers et aux chercheurs d'emploi de se loger près de leurs – potentiels – lieux de travail⁶, les favelas sont devenues des zones violentes, et leurs habitants de potentiels criminels⁷. La « diabolisation » des favelas au fur et à mesure des décennies permet de continuer la tentative de leur suppression, mais également de perpétuer la persécution de leurs habitants.

Approche répressive

Cette étiquette de « marginaux » permet aux autorités de traiter les habitants des favelas de manière différenciée, notamment quant à « l'irrespect de leur droits civils⁸ ». C'est donc la violence qui

est à la base de la relation entre la police et les habitants des favelas. Cette violence prend plusieurs formes. Si elle peut être tout à fait visible et directe, elle est également culturelle et structurelle. Bien que ces dernières formes soient invisibles, elles sont en fait très présentes dans un pays comportant autant d'inégalités. La façon dont la police cible les populations les plus précarisées est ainsi une forme de reproduction de la violence structurelle, qui la renforce à son tour. Et comme pour la violence directe, c'est la « guerre contre le crime » qui justifie l'utilisation de la violence structurelle envers les habitants des favelas⁹.

Au-delà de l'utilisation de la violence, l'étiquetage des habitants des favelas comme marginaux et potentiellement délinquants crée aussi une distinction entre les « bonnes personnes » et les « mauvaises personnes ». Cette distinction s'opère d'abord entre les « citoyens », dont la sécurité présente une grande importance pour l'État, et les habitants des favelas, sans distinction entre les délinquants et les non-délinquants. À l'intérieur même des favelas, une autre distinction s'opère : d'un côté, il y a les

5. Cité dans DELUCHEY, *op.cit.*, p. 173.

6. LEITE, M. P., « Da "metáfora da guerra" ao projeto de "pacificação": favelas e políticas de segurança pública no Rio de Janeiro », *Revista brasileira da segurança pública*, 2012, p. 376.

7. GODOY POSTIGO, E. L., *op.cit.*, p. 119.

8. *Idem*, p. 378.

9. FERREIRA, M. A., « Transnational Organized Crime and Structural Violence in Brazil », in ATIENO C. & ROBINSON C. (ed.), *Post-conflict Security, Peace and Development Perspectives from Africa, Latin America, Europe and New-zealand*. ed. Springer Cham, 2019, pp. 41-47.

Pour que la violence directe et visible puisse diminuer, il faudrait d'abord que les violences structurelles et culturelles se trouvent elles aussi réduites

« travailleurs honnêtes et humbles » « qui mérite[nt] la place qu'on [leur] a offerte dans la société, aussi pauvre soit-il[s] », et de l'autre il y a les criminels et les bandits. Le problème est que lors des opérations policières, aucun critère ne permet de faire la différence entre les premiers et les seconds¹⁰. En conséquence, même si l'État est censé protéger les habitants des favelas, le motif de la potentielle criminalité affaiblit fortement ce rôle. Les débordements policiers envers les personnes qu'ils devraient protéger sont considérés comme des « dommages collatéraux », à tel point que les policiers n'ont pas à se justifier, et ne craignent rien dans le cas du décès d'une victime¹¹.

Une conséquence de cette non-distinction est la reproduction des rapports de force dans une « justice populaire déviante ». Les travailleurs honnêtes voulant défendre cette position dans l'ordre social et ne pas être assimilé aux délinquants, s'en prennent alors à eux. Leur objectif n'est pas seulement de faire disparaître les délinquants, mais la délinquance de manière générale. Plutôt que de se retourner contre la police ou l'État pour protester contre la façon dont ils sont traités, ils en veulent aux bandits qui semblent être la cause de leurs maux, puisqu'ils sont la source des violences, la police n'étant là que pour les protéger. Cette justice populaire profite à l'État puisque « en faisant s'opposer entre eux les habitants des favelas, on les empêche, de fait, de se construire une identité en termes de classe socioéconomique, de se penser un destin commun ou de réfléchir sur les limites de la citoyenneté que l'ordre démocratique brésilien leur propose¹² ».

Tentative d'amélioration

Afin d'améliorer la situation dans les favelas, l'État brésilien a notamment mis

en place des partenariats sécuritaires avec les communes. Ces plans, qui ont commencé à être développés au cours des années 1980-1990, en raison du haut taux de criminalité et d'insécurité, avaient pour objectifs principaux de redonner confiance en les institutions, mais aussi de passer d'une approche répressive à une approche plutôt préventive. La grande question derrière ces actions était de savoir comment faire pour les mettre en adéquation avec la réalité du terrain. Pour répondre à cette question, des partenariats ont été créés avec différents organismes afin de réaliser des études¹³.

Une autre stratégie a été celle de l'implémentation, durant les années 2010, des « Unités de Police Pacificatrice ». Le but de ces unités était que l'État reprenne les territoires des favelas aux mains des trafiquants en y implantant des unités de police militaire. Deux améliorations étaient attendues : d'une part, supprimer la présence des trafiquants et leurs activités, et d'autre part, diminuer voire stopper les violations des droits civils, les balles perdues et les dommages collatéraux causés par la police. Pour l'État, la présence militaire dans les favelas était la condition obligatoire pour que ces territoires soient enfin reconnus comme appartenant à la ville à part entière, et pour que leurs habitants se voient octroyer les mêmes droits et traitements que les autres citoyens¹⁴.

Cependant, dans les faits, ces unités n'ont pas fourni les effets attendus. Et, même dans les favelas qui seraient « pacifiées », la réalité reste bien différente des autres quartiers, malgré ce qui avait été promis¹⁵. Une des raisons de l'inefficacité de ce programme tient au fait qu'il n'est pas accompagné d'un changement de mentalité quant à la manière dont est appréhendée la politique sécuritaire, mais également quant à la façon de traiter et de catégoriser les habitants des favelas. Pour que la violence directe et visible puisse diminuer, il faudrait d'abord que les violences structurelles et culturelles se trouvent elles aussi réduites. Or c'est spécifiquement ce changement qui n'a pas encore eu lieu.

10. DELUCHEY, J.-F. *op. cit.*, p. 182.

11. LEITE, M. P., *op. cit.*, pp. 380-381.

12. DELUCHEY, J.-F., *op. cit.*, pp. 183-184.

13. RIBEIRO, L. & PATRÍCIO, L., « Governos locais e segurança cidadana en Brasil: el papel de las consultorias técnicas en el desarrollo de planes municipales de prevención de la violencia », *Revista Latinoamericana de Seguridad Ciudadana*, 2011, pp. 21-35.

14. LEITE, M. P., *op. cit.*, pp. 382-384.

15. *Idem*.

« Bienviolence » en devenir

Les élus et les
exclus de l'espace
public à Belfast

Par Juliette Renard

Lors d'une marche exploratoire à Belfast, en Irlande du Nord (Royaume-Uni), je suis tombée nez à nez avec des petits panneaux rouges, accrochés à différents poteaux et lampadaires. En y prêtant attention, je me rends alors compte qu'il y en a dans de nombreux endroits (dans les parcs notamment) et qu'ils structurent l'espace public. Intriguée, je cherche à les décoder.

POLICE WARNING



**THIS AREA IS BEING
MONITORED FOR
ANTISOCIAL BEHAVIOUR**

**REPORT ALL INCIDENTS TO POLICE
EMERGENCY 999 / NON EMERGENCY 101**

Supported by East Belfast District Policing and
Community Safety Partnership

En discutant avec un collègue de cet article à écrire et de la dialectique entre des politiques bienveillantes et de leurs effets violents symboliquement, ma langue a fourché et j'ai dit « bienviolence » ... Alors pourquoi ne pas s'essayer avec ce mot, situé au croisement de la bienveillance et de la violence ?

**Police Warning.
This area is being monitored
for anti-social behaviour.
Report all incidents to police.
Emergency 999
Non emergency 101¹**

De prime abord, ces petits panneaux – résultat d’une législation particulière² – apparaissent comme des incitations pour les citoyens, habitants et visiteurs à signaler tout comportement « antisocial » et leur rappelle les numéros utiles en cas d’urgence. Cependant, ils m’interpellent : quels sont les effets attendus de tels messages ? Qui sont les personnes et les comportements visés ?

Je vous propose, à travers ce court article, d’interroger ces objets et la politique qu’ils traduisent au regard de la dialectique composée par les concepts de bienveillance et de violence.

Revenons aux objectifs affirmés d’une telle législation. Partant du constat de l’existence d’un certain nombre de comportements inciviques – considérés comme déviant par rapport à une norme acceptée et non négociée du vivre ensemble –, le législateur a eu la volonté d’« apaiser » l’espace public à l’aide de cette législation. L’*Anti social behaviour (Northern Ireland) Order* adopté en 2004 régleme les comportements des individus âgés de 10 ans et plus dans l’espace public et donne les moyens à différents acteurs – dont la police – d’intervenir, sur appel, afin de « régulariser » la situation.

La loi vise les auteurs d’un comportement antisocial dont la définition originelle est la suivante : « toute personne âgée de 10 ans ou plus, qui a agi de manière antisociale, ce qui signifie d’une manière qui a causé, ou était susceptible de causer un harcèlement (*harassment*), un sentiment d’alarme (*alarm*) ou de détresse (*distress*) à une ou plusieurs personnes qui ne sont pas issues du même ménage qu’elle ; et qu’une intervention est nécessaire afin

de protéger les personnes concernées de nouveaux actes antisociaux »³.

La mise en œuvre d’une telle législation se traduit par l’établissement par le gouvernement local de diverses stratégies (*Community safety strategy*⁴) dont l’objectif affirmé est de rendre l’espace public plus sécurisant. Elles portent des noms évocateurs comme *Working together for safer communities* (Travailler ensemble pour des communautés plus sécurisées/antes) ou encore *Safer together* (Plus en sécurité ensemble). Au cœur de celles-ci, se trouve donc l’objectif « bienveillant », de mettre la sécurité et, surtout, la tranquillité des résidents et habitants au cœur des préoccupations de l’État. En effet, le constat est que ce type de comportements « antisociaux » « peut avoir un effet négatif sur la qualité de vie des individus et des communautés »⁵. Cette politique consiste ainsi en deux volets d’intervention publique : un volet répressif où la police peut intervenir (y compris en dispersant les individus problématiques) et un volet préventif (à l’aide des acteurs locaux publics et non-gouvernementaux comme les maisons de jeunes).

L’existence d’une telle politique – prétendument bienveillante – pousse néanmoins à l’interrogation : envers qui est-elle bienveillante ? Quelle vision de l’espace public traduit-elle ? En promettant de rendre l’espace public plus paisible et agréable pour tous, ne contribue-t-elle pas à exclure de celui-ci des individus considérés par les classes dominantes comme « non désirables » ?

Plusieurs éléments viennent alimenter mon hypothèse. Tout d’abord, le contexte politique et social dans lequel s’inscrit cet acte législatif. Le contexte néo-libéral de l’État anglais qui a un riche historique de politiques d’exclusion des personnes pauvres, marginalisées et déviantes de la norme. Comme le souligne Stephen Crossley dans son ouvrage *In their Place* (2017), « il y a peu de politiques urbaines (au Royaume-Uni) qui se montrent inclusives et accueillantes pour les

1. Ce qui signifie : « Avertissement de la police : cette zone sous surveillance quant aux comportements antisociaux. Rappelez tous les incidents à la police. En cas d’urgence 999, si non urgent 101 »

2. *Anti social behaviour (NI) Order 2004*.

3. Article Section 3 de *Anti-social Behaviour NI Order 2004* (ma traduction)

4. Ce qui signifie : stratégie pour la sécurité des communautés. En Irlande du Nord, la *community*, littéralement la communauté, représente généralement le quartier et est une échelle d’intervention de l’action publique courante.

5. OFMDFM, *Anti-social behaviour policy*.



groupes marginalisés. Au contraire, il existe bon nombre d'exemple de réponses "défensive" ou "hostile" qui semblent pensées pour garder les personnes vivant dans la pauvreté, hors de vue et hors de l'esprit »⁶. D'ailleurs, certaines organisations dénoncent cette législation comme participant à une politique urbaine hostile⁷. Ensuite, le langage utilisé dans les communications officielles autour de cette politique pose question. Non seulement il est

question de « areas of concern » (zones de préoccupations), de « create vibrante communities » (créer des communautés dynamiques) et d'autres formulations connotées idéologiquement ; mais en plus, la formulation même de ce qu'est un comportement anti-social laisse une large part de subjectivité à l'individu qui veut s'en saisir. Ainsi, toute personne se sentant en danger ou qui est simplement dérangée par la présence d'un autre dans l'espace public est incitée à faire appel aux services de police pour remédier à son inconvenance. Une telle formulation laisse donc la part belle aux biais raciaux, de classe et sectaires (qui plus est dans le contexte nord-irlandais). Elle a le potentiel de criminaliser le comportement des groupes déjà marginalisés et vulnérables, comme les personnes sans abri ou encore les jeunes. D'ailleurs, d'après les éducateurs sociaux et anciens policiers que j'ai rencontrés, la politique contre les comportements antisociaux vise principalement les jeunes et les comportements problématiques qu'ils pourraient adopter (rassemblement, nuisance sonore, consommation d'alcool ou de drogues)⁸.

Ainsi, toute personne se sentant en danger ou qui est simplement dérangée par la présence d'un autre dans l'espace public est incitée à faire appel aux services de police pour remédier à son inconvenance

Alors, s'il est nécessaire d'avoir un cadre législatif permettant l'intervention en cas de troubles à l'ordre public, je m'interroge sur la pertinence d'une définition aussi large de ce qu'est, dans ce cas, un comportement antisocial mais aussi, des endroits où l'on trouve ces panneaux. À Belfast, là où « walking up and down the street »⁹ (se promener en groupe) reste une des (seules) activités de loisir accessibles aux adolescents des quartiers précarisés, on les retrouve surtout dans les parcs et autres lieux de rassemblement potentiels. Ainsi ces jeunes sont-ils constamment rappelés à l'ordre quant à la place qu'ils ont le droit on non d'occuper, non seulement dans l'espace, mais plus largement dans la société.

Dès lors peut-on se demander si cette politique, dite « apaisante », profite réellement à tous ?

6. Stephen CROSSLEY, *In their place. The Imagined Geographies of Poverty*, 2017, Londres: Pluto Press, p. 39 (ma traduction).

7. *Ibid.*

8. Entretiens réalisés à Belfast en juin 2020.

9. Marche exploratoire avec des jeunes de Townsend Street, réalisé en juin 2020.



Plus jamais ! ça

Exposition permanente à **LA CITÉ MIROIR | LIÈGE**
SAUVENIÈRE

Place Xavier Neujean 22 à 4000 Liège | Fermé les jours fériés ainsi qu'entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier inclus



www.citemiroir.be | Informations et réservations : 04 230 70 50 - reservation@citemiroir.be



Se défendre

De la bienveillance assignée à la reprise de pouvoir

Entretien avec Irene Zeilinger – Garance

Réfléchir à la question de la bienveillance et de la violence nous a logiquement mis sur la voie de la défense et plus spécifiquement de l'autodéfense, ici celle des femmes. De par les violences qu'elles subissent, ces femmes qui historiquement ont été assignées à la vulnérabilité et à la bienveillance, se voient contraintes à se défendre, quitte à assumer, si nécessaire, une part de violence. Irène Zeilinger, de l'asbl d'autodéfense féministe Garance, nous parle de l'historique de ce mouvement, de l'ordre de genre qu'il (re)met en question, de sa portée politique et du corps des femmes qu'il engage à se redéployer dans l'espace.



Peut-on d'abord revenir sur ce qu'est au juste l'autodéfense féministe ?

Il s'agit d'une approche globale de prévention des violences basées sur le genre. Par prévention primaire, on entend mener un travail *avant* que



des situations de violences basées sur le genre dégénèrent, et ainsi éviter des dégâts dommageables pour les victimes. C'est donc bien plus étendu que l'approche des arts martiaux, par exemple. Bien sûr, la défense physique et voir de quoi son corps est capable sont deux choses importantes, mais ce n'est pas suffisant. On apprend donc à détecter la violence le plus tôt possible, à développer sa confiance en soi, sa propre valeur, à connaître ses propres limites, à savoir les poser, à garder son calme, à rester maîtresse de soi dans des situations stressantes. On découvre aussi que l'autre n'est pas juste un tas de muscles, mais qu'il a des points vulnérables qu'on peut utiliser pour s'en sortir. C'est l'apprentissage d'un autre rapport au monde et à son corps, qu'on apprend tous deux à habiter et à utiliser autrement.

Dans quel mesure cet apprentissage permet-il une conscientisation politique ?

Je pense que la grande majorité des femmes qui viennent en stage et qui ne sont pas déjà, ou peu, militantes féministes, arrivent avec une insécurité

liée au monde sexiste dans lequel elles évoluent, et le sentiment d'être démunies face à cela, et qu'elles en sortent souvent avec ce regard avant/après sur elles-mêmes. Elles se rendent compte de tout ce que la socialisation, l'éducation genrée nous a en fait pris sur notre capacité à nous défendre, à assurer notre sécurité. Cette seule découverte est déjà politisante. À cela s'ajoute le fait que l'autodéfense féministe repose

énormément sur le partage d'expérience et de ressources, et cela sort les femmes de leur isolement. Cette création de commun est assez importante dans nos ateliers, et c'est favorisé par la non-mixité.

Pourquoi l'autodéfense féministe apparaît-elle encore comme une pratique « marginale », « un secret bien gardé » pour reprendre les termes de Mathilde Blézat¹ ?

Quand je compare avec il y a 20 ans, il y a tout de même un énorme bond. Je suis autrichienne et j'ai appris l'autodéfense avant mon arrivée en Belgique. À Vienne, il existe une structure un peu comparable à l'éducation permanente (dans la mesure où ça émerge du mouvement ouvrier),

1. Mathilde BLÉZAT, *Pour l'autodéfense féministe*, Montreuil-sous-Bois, Les Éditions de la dernière lettre, 2020.



© Norman Rockwell, *Rosie the Riveter*

qui s'appelle les hautes écoles du peuple : chaque ville, chaque quartier a la sienne et de nombreux cours y sont proposés : langues, histoire de l'art, mécanique, ikebana ou encore autodéfense féministe. Cela rend cette pratique très accessible, sans qu'il soit nécessaire de se rendre dans un centre féministe. C'était, déjà à l'époque, quelque chose de banal et une enquête sur la qualité de vie des femmes à Vienne montrait que 5% des femmes avaient déjà suivi des cours d'autodéfense féministe, ce qui n'est vraiment pas mal. À mon arrivée à Bruxelles en 1999, j'ai pu m'apercevoir combien la situation était différente. Même au sein du mouvement féministe, il y avait des réticences à l'égard de cette pratique. Aujourd'hui, c'est accepté et soutenu, y compris au niveau politique. Pour autant, les politiques restent plus faciles à mobiliser après coup, lorsque le problème de la violence faite aux femmes a déjà eu lieu et qu'il faut y réagir. Cette temporalité rend les mesures politiques plus visibles, plus valorisantes. On peut par exemple montrer qu'on a ouvert des centres d'accueil supplémentaires pour les victimes. Investir dans la prévention primaire, en revanche, va

mettre beaucoup de temps à se voir, et cela colle peu avec l'agenda politique et les échéances électorales. De même, les fondations privées préfèrent investir dans l'accueil des victimes, c'est plus valorisant. La prévention ne présente ni les mêmes certitudes, ni la même visibilité d'un résultat probant.

Un autre frein est qu'avec la prévention primaire, on touche beaucoup plus à l'ordre de genre qui est à la base de ces violences, et donc ça demande de changer de paradigme. Ce avec quoi nous sommes en tout cas en désaccord est que selon cette politique, il faudrait d'abord passer par la case « victime de violences » pour être prise en charge. Ça reste un constat d'échec et la souffrance à supporter est toujours inacceptable. Même si on punit les auteurs, le fait que cela puisse arriver est inadmissible. Aborder le problème suivant le seul angle de l'aide aux victimes, plutôt que par le fait d'« empuïssanter » les femmes, ne remet pas non plus en question l'idée que la femme est un être « violentable »...

C'est clair qu'apprendre aux femmes à casser la gueule aux mecs, pour le dire caricaturalement, met beaucoup plus en danger l'ordre de genre que développer une prise en charge des femmes battues, qui est aussi nécessaire bien sûr, et qui permet aussi de rendre du pouvoir aux femmes. Mais cela reste limité aux seules victimes et non à toutes les femmes qui en auraient besoin. Il faut rappeler qu'on peut faire quelque chose pour que ça n'arrive pas. Ce n'est pas une fatalité et ça n'a rien de naturel.

Et puis, les femmes qui peuvent se défendre ont peut-être moins besoin des hommes pour s'en charger... Cela remet donc en question une partie du contrat sexuel, par lequel la femme se met sous la protection d'un homme.

À cela faudrait-il certainement ajouter le travail de déconstruction du mythe de la virilité, à mener avec les hommes...

Bien sûr qu'il faut le faire, puisque ce ne sont pas les femmes et les filles qui sont le problème. Pour autant, c'est déjà difficile de trouver des moyens pour faire de la prévention avec les femmes et les filles. Cette déconstruction avec les hommes demanderait donc tout un travail de recherche, de construction et d'expérimentation. Quant à savoir qui va faire ce travail... la déconstruction des masculinités ne devrait-elle pas être la tâche des hommes? Or je vois un obstacle à cela : c'est qu'ils n'ont pas d'intérêt intrinsèque à le faire. Les hommes n'ont pas fondamentalement de problème, les femmes oui. C'est un réflexe assez fréquent chez les hommes de penser que ce ne sont pas eux le problème mais toujours d'autres hommes, d'autres masculinités. On observe de façon intéressante que des projets de ce type se développent, notamment dans des pays du sud, en Afrique, la police et la justice y étant moins développées. Et plutôt que de construire péniblement des infrastructures d'accueil très chères, les bailleurs de fonds en coopération au développement qui souhaitent lutter contre les violences faites aux femmes vont davantage investir dans la prévention, qui est moins coûteuse et qui potentiellement permettra de faire des économies parce qu'il y aura moins de victimes. Mais comme ça vient du sud, les pays du nord ne font pas vraiment la file pour s'en inspirer...



Forte de ton expérience de terrain, que perçois-tu des dispositions dans lesquelles entrent les femmes avec l'apprentissage de l'autodéfense ? Dans quelle mesure, leurs gestes, leurs corps en sortent-ils transformés ?

Concrètement, on s'imagine souvent que cette transformation passe par la force physique, mais le corps comporte bien d'autres dimensions. En tant que femmes et filles, notre socialisation et notre éducation nous ont appris à regarder notre corps comme un lieu de problèmes. C'est toujours trop quelque chose : trop petit, trop grand, trop gros, etc. On nourrit un regard très désapprobateur sur ce corps qu'il convient de formater pour qu'il corresponde à quelque chose de soi-disant mieux. Cette question de comment on se déploie physiquement dans l'espace est importante (langage non-verbal, espace qu'on considère comme sien), *a fortiori* dans un espace qui est un lieu d'insécurité pour les femmes. L'utilisation de la voix est très importante aussi : en y travaillant, les femmes se rendent compte combien elles ont intégré des freins quant à son utilisation dans certaines situations (parce que ce ne serait pas assez féminin, par exemple).

Au niveau de la force physique, ça permet aux femmes, plus souvent habituées à être dans une position de faiblesse, de se rendre compte qu'elles peuvent aussi être

dangereuses. En tant que femme, depuis toute petite, on vit avec l'idée que nos

corps sont vulnérables, que nous sommes faibles et qu'on ne peut rien endurer, ce dont on nous dit que les garçons sont capables (pas pleurer, pas avoir mal, etc.).



Comment les femmes se sont-elles armées, et face à quoi ? Peux-tu nous faire un petit retour historique ?

D'abord, il y a beaucoup d'exemples historiques qui montrent que les femmes n'ont pas toujours été exclues de l'utilisation des armes. On peut évoquer les tombes de vikings qui, parce qu'elles renfermaient des armes, ont été considérées comme des tombes de guerriers. Des analyses ADN ont ensuite montré qu'il s'agissait en fait de tombes de guerrières. Il n'est à cet égard pas inutile de rappeler que les études scientifiques sont menées à partir de nos propres représentations, lesquelles ont longtemps été et sont encore beaucoup celles des hommes. Autre exemple, au Japon, avec les arts du Budō : il existe un art martial, le naginatajutsu, qui est pratiqué majoritairement par des femmes, et qui est basé sur l'utilisation de la hallebarde (naginata). Cette dernière faisait partie de l'armement du samouraï, mais avec l'évolution des armes, elle lui est devenue inutile et était donc laissée à la maison quand les hommes partaient combattre. Ainsi, les femmes ont commencé à l'utiliser pour défendre le foyer et c'est devenu une arme de femme. On compte aussi des lieux et périodes dans l'Histoire où des femmes se sont armées de manière collective et ont participé à des conflits armés. Les amazones dans l'*Iliade* ne sont pas juste un mythe, et chez les peuples vivant sur l'actuelle Bulgarie, hommes et femmes partaient ensemble à la guerre. Rappelons par ailleurs qu'il y a des femmes pirates. En réalité, il semble que l'interdiction faite aux femmes de participer à la guerre et de s'armer soit une invention assez récente, remontant au 19^e siècle.

Le cas du ju-jitsu est évidemment important pour nous. Il s'agissait d'une pratique militaire de combat rapproché au Japon, qui est arrivée en Europe à la toute fin du 19^e siècle. En Angleterre, c'est un certain monsieur Barton-Wright



qui ramène le ju-jitsu du Japon, en le mélangeant avec l'utilisation de la canne du gentleman anglais. Il appelle cela le « bartitsu ». Cette technique est assez à la mode à l'époque, c'est d'ailleurs par le bartitsu que Sherlock Holmes se défend. Le music-hall et

le vaudeville se saisissent de cela aussi, permettant à des femmes d'en faire la démonstration. Le bartitsu étant enseigné à des femmes par Barton-Wright lui-même, il va très vite être investi par celles qui sont déjà inscrites dans une mouvance féministe. Edith Garrud, déjà professeure de gymnastique, fait partie du premier groupe de formation. Elle reprend avec son mari le dojo d'un instructeur japonais et commence à donner des cours pour les femmes et les enfants. Cela lui vaut assez rapidement d'être approchée par la WSPU (organisation radicale suffragiste) d'Emmeline Pankhurst dont les activistes sont notamment confrontées aux agressions de la police. Celles-ci vont ainsi être formées au ju-jitsu lors d'ateliers. En 1909, Edith Garrud ouvre à Londres le *Suffragettes Self-Defense Club*. Le WSPU disposera de son propre service de *bodyguards*, composé d'une trentaine de militantes entraînées aux techniques de combat². À la même époque aux États-Unis, se développent des cours d'autodéfense pour femmes. En Nouvelle-Zélande, c'est à travers le vaudeville que le ju-jitsu va se développer, avec l'actrice et athlète Florence Le Mar qui connaîtra une certaine célébrité avec ses spectacles dans lesquelles elle se mesure à des hommes lors de combats au corps à corps.

On observe un moment d'émergence assez important qui a popularisé la pratique. Je pense qu'il y a eu une confluence entre différentes évolutions :

le mouvement féministe, la révolution sociale, l'accès des femmes à l'emploi qui les a fait sortir de l'espace domestique, et qui a donc posé la question de leur sécurité dans l'espace public jusque-là occupé par les hommes. Le japonisme et le mouvement de culture physique³ ont également joué un rôle dans ce développement.

Quels liens l'autodéfense féministe entretient-elle avec la violence ?

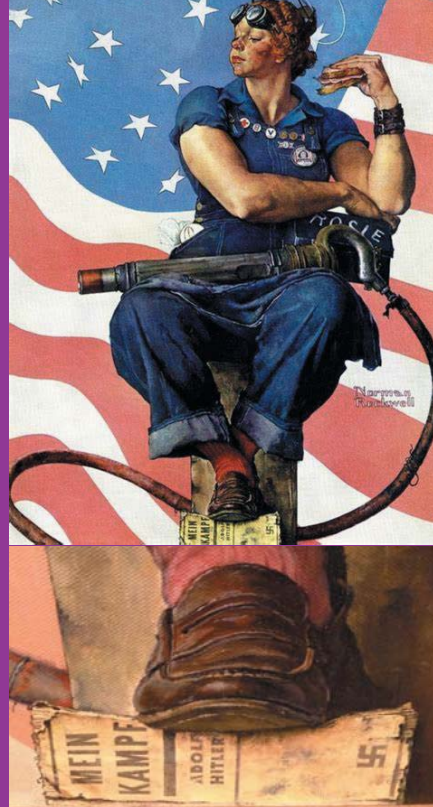
Est-ce parce que je suis autrichienne et que je viens avec une culture antifasciste particulière, mais pour moi, il est très clair que si je vis dans un système où règne l'injustice, j'ai une obligation morale à résister, notamment en utilisant les moyens adéquats pour que cela change. Rappelons que c'est après des années de militance pacifique que les suffragistes ont décidé d'utiliser la violence, et après avoir été elles-mêmes victimes de violence politique et policière dans des manifestations pacifiques. Lorsque des groupes opprimés décident de passer à la violence pour résister, c'est qu'il n'y a plus d'issue et que le danger pour leur propre vie est trop grand. C'est une question de survie d'abord. Est-ce légitime ? Je pense que oui. Pour autant, cette légitimité de la violence dans l'autodéfense ne fait pas l'unanimité chez les participantes. Il y a des freins, comme celui de devoir « être gentilles ». Et puis, on sait que la violence des dominés dans les rapports de force n'est jamais reconnue comme légitime. On la qualifie plus vite de « terrorisme », par exemple.

2. Ndlr : Elsa Dorlin explique au sujet des suffragistes que le « passage à la violence » est « la conséquence logique d'une analyse de l'oppression des femmes et de leur maintien dans la minorité comme étant structurellement le fait de l'État. (...) » « Passer à la violence » (...) est ainsi inextricablement lié au constat que la revendication d'une égalité civile et civique ne peut être adressée pacifiquement à l'État puisque ce dernier est le principal instigateur des inégalités, qu'il est vain de lui demander justice car il est précisément l'instance première qui institutionnalise l'injustice sociale (...) qu'il est insensé de s'en remettre à lui pour nous défendre puisqu'il est précisément celui qui arme ceux qui nous frappent. » (Elsa DORLIN, *Se défendre. Une philosophie de la violence*, Paris, La Découverte, « Zones », p. 57)

3. Mouvement qui émerge à la fin du 19^e siècle d'une part pour assurer un bon état physique aux hommes dans l'armée, qui devient une armée de conscrits, mais aussi dans l'entreprise, et d'autre part à titre de loisir et comme moyen d'émancipation. Le mouvement ouvrier s'engage ainsi dans des pratiques de culture physique, d'abord réservée aux hommes. Ainsi se développe à cette époque le formatage des corps.

On parle d'autodéfense et possiblement d'une certaine violence, or on sait combien les femmes ont historiquement été assignées à l'idée de « bienveillance » et de soin et il y a d'ailleurs une éthique de la non-violence accolée au féminisme qui a la peau dure. Comment perçois-tu ce rapport ?

Je vois cela de deux manières. D'une part, oui, cette assignation existe encore. Mais je vois surtout la bienveillance comme une norme sociale qui arrange particulièrement les dominants. En effet, peut être considérée comme non-bienveillante toute forme de critique, que ce soit du sexisme, du racisme, du classisme, critique qui se retournera contre la personne qui dénonce le problème : elle ne serait pas assez bienveillante, n'utiliserait pas un ton assez calme, mettrait l'autre personne mal à l'aise, la blesserait, etc. Outre le « on ne peut plus rien dire » qu'on a vu fleurir après #MeToo, on assiste régulièrement à un renversement entre auteur et victime. Et on peut observer que la bienveillance en tant que norme sociale a plutôt tendance à être instrumentalisée par des personnes qui ont du pouvoir. On voit également que les personnes dont il est attendu qu'elles se montrent bienveillantes, se situent souvent du côté des dominés. Pour revenir aux femmes, chaque fois qu'elles sortent de ce rôle de bienveillance, elles tendent à être considérées comme suspectes, accusables, elles auront plus vite le rôle de « la méchante ». C'est d'ailleurs, pour beaucoup de femmes, un frein important à entrer dans l'autodéfense féministe : ne pas (plus) être gentille. Cette assignation à être gentilles est encore très puissante. Mais cette norme doit pouvoir être rompue lorsque c'est nécessaire : pour notre sécurité et notre intégrité, pour notre survie.



Rosie the Riveter

« Rosie the Riveter » est une œuvre de Norman Rockwell, publiée en mai 1943 dans le *Saturday Evening Post*, représentant une ouvrière américaine en bleu de travail, rousse, musclée, assise pendant sa pause déjeuner, mangeant un sandwich, son pistolet à rivets posé sur ses genoux et foulant aux pieds un exemplaire de *Mein Kampf*. (...) Cette iconographie patriotique qui met en scène les Américaines dans un type de féminité très « trouble », va de pair avec une vague de publications de recommandations sur la nécessité d'apprendre à se défendre et de manuels d'autodéfense destinés aux filles et aux femmes. Ainsi, derrière la promotion d'une autodéfense féminine, il faut surtout identifier les enjeux nationalistes et capitalistes d'une valorisation *ad hoc* de la féminité laborieuse, jeune et musculeuse. Cette norme de féminité ouvrière, pour un temps promue, sera très vite remplacée par l'idéal bourgeois de la « maîtresse de maison », par définition blanche. »

(Extrait de Elsa DORLIN, *Se défendre. Pour une philosophie de la violence*, éd. Zones, 2017, pp.63-64.)

Plongez au cœur des combats
pour une société
plus juste et plus solidaire !

EN LUTTE

Histoires d'émancipation



Une exposition permanente

LA CITE MIROIR
SAUVENIÈRE

Place Xavier Neujean, 22 • 4000 Liège



www.calliege.be • info@calliege.be

Libres. ensemble

Bourdieu et le pouvoir de la violence symbolique

Par Julien Paulus, coordinateur du centre d'études des Territoires de la Mémoire



Entre autres beaucoup de choses, l'année 2022 marquait le vingtième anniversaire de la disparition du sociologue français Pierre Bourdieu. Intellectuel majeur de la seconde moitié du XX^e siècle, Bourdieu a consacré la plus grande partie de son œuvre à l'analyse des mécanismes de reproduction des hiérarchies sociales. Dans ce cadre, en plus de tordre le cou à un certain nombre de mythes et de représentations spontanées, il a forgé plusieurs concepts originaux, parmi lesquels et les plus connus se trouvent sans conteste celui d'*habitus* (ensemble de dispositions inconscientes que l'acteur social acquiert par la socialisation), et celui de *champ* (sous-espaces sociaux dotés d'une certaine autonomie, et donc de règles propres, vis-à-vis de l'espace social global).



Toutefois, s'il est un concept « bourdieusien » qu'il nous semble opportun d'évoquer quelque peu dans le contexte d'un dossier consacré à la « bienveillance », c'est celui, incontournable dans l'œuvre du sociologue, de *pouvoir symbolique*, et son corollaire encore plus explicite de *violence symbolique*. Développées pour la première fois dans l'ouvrage *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*, paru en 1970 et coécrit avec Jean-Claude Passeron, les notions de pouvoir et violence symboliques se voulaient initialement dévolues à la seule action pédagogique. Preuve pourtant de l'impact important de l'idée, Bourdieu se verra presque contraint d'y revenir à plusieurs occasions, que ce soit pour les expliciter davantage¹ ou pour les appliquer à d'autres « champs » de son analyse².

1. C'est le cas notamment dans Pierre BOURDIEU, « Sur le pouvoir symbolique », in *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 32^e année, N. 3, 1977, pp. 405-411.

2. Voir notamment Pierre BOURDIEU, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.

Une sociologie des rapports de force

La démarche sociologique de Pierre Bourdieu apparaît assez bien résumée par l'ultime phrase de l'avant-propos de *La Reproduction*, qui conclut en ces termes : « S'«il n'est de science que du caché», on comprend que la sociologie ait partie liée avec les forces historiques qui, à chaque époque, contraignent la vérité des rapports de force à se dévoiler, ne serait-ce qu'en les forçant à se voiler toujours davantage³. »

Dans cette perspective, on peut situer le travail de Bourdieu dans le sillage de la philosophie dite du soupçon, c'est-à-dire des penseurs comme Nietzsche, Marx ou Freud qui contribuèrent, chacun dans leur champ de réflexion, à sonder et donner à voir, donc à dévoiler, les ressorts invisibles de la société. Par son travail sociologique, Bourdieu contribue, quant à lui, non seulement à objectiver l'existence de ces dynamiques « voilées », mais également à décrire leur rôle et leur fonctionnement dans la conservation et la transmission de l'ordre social dont elles constituent l'émanation. En cela, il se positionne également dans le voisinage d'intellectuels d'inspiration marxiste, comme Michel Foucault ou Cornelius Castoriadis. Par exemple, les « significations imaginaires sociales », imaginées par ce dernier, ne sont pas si lointaines de l'*habitus* forgé par Bourdieu.

Castoriadis écrit : « Dès sa naissance, le sujet humain est pris dans un champ social-historique, est placé sous l'emprise à la fois de l'imaginaire collectif instituant, de la société instituée et de l'histoire dont cette institution est l'aboutissement provisoire. La société ne peut faire autrement, en premier lieu, que produire des individus sociaux qui lui sont conformes et qui la produisent à leur tour⁴. » Ce qui est décrit ici correspond à ce que Castoriadis appelle les sociétés hétéronomes, qui, écrit-il également, « créent [...] leurs propres institutions et significations, mais [...] occultent cette autocréation, en l'imputant à une

source extra-sociale [...] : les ancêtres, les héros, les dieux, Dieu, les lois de l'histoire ou celles du marché⁵ » ou, en d'autres termes, des structures symboliques.

Pouvoir invisible, violence douce

Ainsi retrouvons-nous énoncés chez Castoriadis, quoiqu'en des termes différents, les phénomènes et mécanismes mis au jour par l'approche sociologique de Bourdieu, à savoir le pouvoir et la violence symboliques comme outils de reproduction inconsciente de l'ordre social et de ses rapports de force. « Le pouvoir symbolique, écrit Bourdieu, est en effet ce pouvoir invisible qui ne peut s'exercer qu'avec la complicité de ceux qui ne veulent pas savoir qu'ils le subissent ou même qu'ils l'exercent⁶. »

La dimension inconsciente de cette arme de reproduction sociale est essentielle pour Bourdieu. Il s'en expliquera longuement, notamment pour contester que l'on puisse justifier quelque forme de domination symbolique par l'argument d'un consentement du dominé, en particulier lorsqu'il travaillera sur la domination masculine. Ainsi dénoncera-t-il « cette manière, particulièrement vicieuse, de ratifier la domination qui consiste à assigner aux femmes la responsabilité de leur propre oppression, en suggérant, comme on le fait parfois, qu'elles choisissent d'adopter des pratiques soumises », ce qui reviendrait à négliger de « rendre compte de la construction sociale des structures cognitives qui organisent les actes de construction du monde et de ses pouvoirs », et que cette propension à blâmer la victime est elle aussi « le produit des structures objectives, et que ces structures ne doivent leur efficacité qu'aux dispositions qu'elles déclenchent et qui contribuent à leur reproduction⁷ ».

Autrement dit, le pouvoir symbolique – et sa violence intrinsèque – puise sa force, et sa discrétion, dans son

3. Pierre BOURDIEU, *La Reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minit, 1970, p. 12.

4. Cornelius CASTORIADIS, « La démocratie comme procédure et comme régime », in *Les carrefours du labyrinthe, t.4 : La montée de l'insignifiance*, Paris, Points, 1999 [Seuil, 1975], p. 270.

5. *Idem*, p. 271.

6. Pierre BOURDIEU, « Sur le pouvoir symbolique », *op. cit.*, p. 405.

7. Pierre BOURDIEU, *La domination masculine*, *op. cit.*, p. 46.



Le pouvoir symbolique est ce pouvoir invisible qui ne peut s'exercer qu'avec la complicité de ceux qui ne veulent pas savoir qu'ils le subissent ou même qu'ils l'exercent

ancrage et son parfait ajustement aux structures sociales dominantes, dont il est à la fois l'émanation et le moteur. Confrontant les oppositions entre les approches d'Émile Durkheim, de Karl Marx et de Max Weber, Bourdieu opère une synthèse quasi dialectique des travaux de ces trois intellectuels. Ainsi décrit-il *in fine* le pouvoir symbolique comme « un pouvoir de construction de la réalité », s'appuyant sur des systèmes symboliques, qui « rendent possible le consensus sur le sens du monde social qui contribue fondamentalement à la reproduction de l'ordre social⁸ » (Durkheim). Mais ces systèmes symboliques agissent bien au-delà du seul consensus, et Bourdieu ajoute qu'ils « remplissent [également] leur fonction politique d'instruments d'imposition ou de légitimation de la domination [et] contribuent à assurer la domination d'une classe sur une autre⁹ » (Marx). Et ce rapport symbolique de domination s'exprime ensuite « dans les relations de pouvoir des rapports interindividuels d'influence ou de domination [...] d'un agent sur un autre¹⁰ », ou encore « dans une relation déterminée entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui le subissent¹¹ » (Weber).

Pouvoir de l'inconscient

En schématisant quelque peu, nous pourrions résumer ce qui précède comme suit : le pouvoir symbolique, et la violence éponyme qu'il exerce, est un pouvoir au service des autres pouvoirs (économique, physique, social), et qui œuvre dans l'inconscient à la perpétuation discrète de ces derniers. En tant que pouvoir subordonné, il est « une forme transformée, c'est-à-dire méconnaissable, transfigurée et

légitimée, des autres formes de pouvoir [...], capable de produire des effets réels sans dépense apparente d'énergie¹² ».

À première vue, ces mécanismes renvoient à des concepts, déjà anciens et très consciemment élaborés, tels que la « fabrique du consentement¹³ » ou le « soft power ». Et par leur caractère inconscient, ils laissent également entendre qu'une prise de conscience de leur existence et de leur fonctionnement pourrait avoir comme effet de les rendre inopérants. Un peu comme si l'on dévoilait le truc du prestidigitateur aux yeux du public, la prise de conscience de la domination subie donnerait subitement au dominé des armes pour la combattre. Or Bourdieu met en garde contre une telle simplification du processus de pouvoir symbolique, en rappelant la très profonde incorporation de l'ordre que ce pouvoir induit, et les « effets durables que [cet] ordre social exerce¹⁴ ».

Face à ce « pouvoir hypnotique » et à sa violence, qui nous enjoignent doucement à accepter certaines autres formes de pouvoir et de violence, la prise de conscience seule ne suffit pas, car « on ne peut attendre une rupture de la relation de complicité que les victimes de la domination symbolique accordent aux dominants que d'une transformation radicale des conditions sociales de production des dispositions qui portent les dominés à prendre sur les dominants et sur eux-mêmes le point de vue même des dominants¹⁵ ».

Ce n'est pas tout, donc, de dénoncer l'usage de notions telles que « bienveillance » ou « résilience », encore faut-il s'attaquer aux conditions sociales qui rendent cet usage possible.

8. Pierre BOURDIEU, « Sur le pouvoir symbolique », *op. cit.*, p. 408.

9. *Ibidem*.

10. Pierre BOURDIEU, *La Reproduction*, *op. cit.*, p. 18-19.

11. Pierre BOURDIEU, « Sur le pouvoir symbolique », *op. cit.*, p. 410.

12. *Idem*, p. 411.

13. Expression (« *manufacturing consent* ») utilisée dès 1922 par Walter Lippmann dans son ouvrage *Public Opinion*. Elle sera reprise, pour la dénoncer, par Chomsky, dans un essai co-écrit avec Edward S. Herman et publié en 1988.

14. Pierre BOURDIEU, *La domination masculine*, *op. cit.*, p. 44.

15. *Idem*, p. 48.

m

« Bienveillance »

Par Henri Deleersnijder

« Je n'aime pas dire du mal des gens, mais, effectivement, elle est gentille. » Parmi d'autres répliques de même acabit du film *Le Père Noël est une ordure* (1982), adaptation d'une pièce de théâtre éponyme créée en 1979 par le groupe du *Splendid*, celle-ci a particulièrement fait mouche. Elle est en tout cas révélatrice de la manière dont la gentillesse est en général perçue dans notre monde tellement fasciné par les gagnants. Ces durs ou ces cyniques, à l'*ego* surdimensionné, qui font si souvent la une des médias.

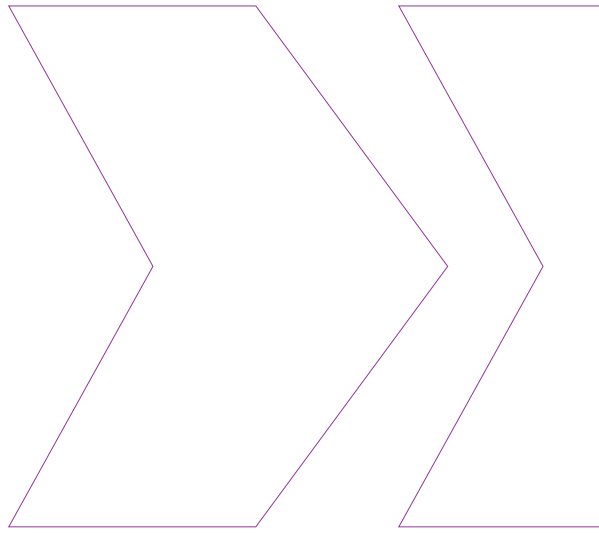
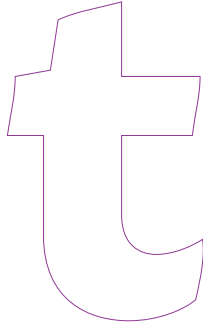
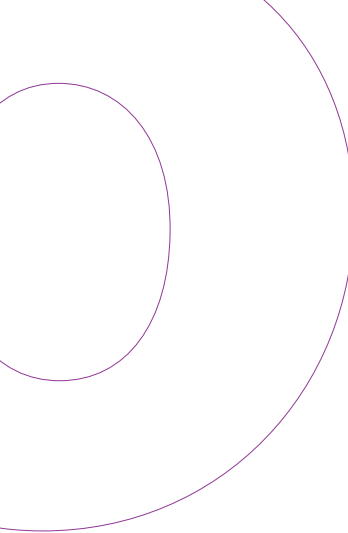
Du fait de la niaiserie qui l'inspirerait, le comportement auquel la gentillesse s'applique continue de nos jours à avoir fréquemment mauvaise presse. En revanche, dans la novlangue du marketing, l'attitude dictée par la bienveillance remporte tous les succès. Un état d'esprit bienveillant constitue certes une appréciable qualité, ne fût-ce que par la dimension altruiste qu'elle induit. Elle rend la vie de tout un chacun plus paisible, plus douce aussi, et les rapports humains plus conviviaux.

Le Dictionnaire historique de la langue française (sous la direction

d'Alain Rey) nous le confirme, pour lequel la bienveillance suppose une « disposition favorable envers quelqu'un » et, qui plus est, « dans les relations de personne à personne ». Mais, rappelle-t-il à bon escient, cette conduite était traditionnellement celle d'un supérieur à l'égard d'un inférieur. Preuve qu'elle rimait aussi avec une certaine condescendance.

Dans le monde actuel de l'entreprise, qui connaît tant de mutations dictées par le numérique, c'est de la part du personnel employé que la bienveillance est de plus en plus réclamée. Pour les « robots de chair » que sont devenus les travailleurs et travailleuses des entrepôts d'Amazon, cas de figure emblématique, cela signifie se soumettre à des cadences infernales, puisque, pour cette société de commerce en ligne – à l'instar de tant d'autres –, c'est la performance financière qui fait loi. Que devient alors l'idéal de bienveillance claironné en haut lieu ? Il revêt, à coup sûr, les oripeaux de la coercition...

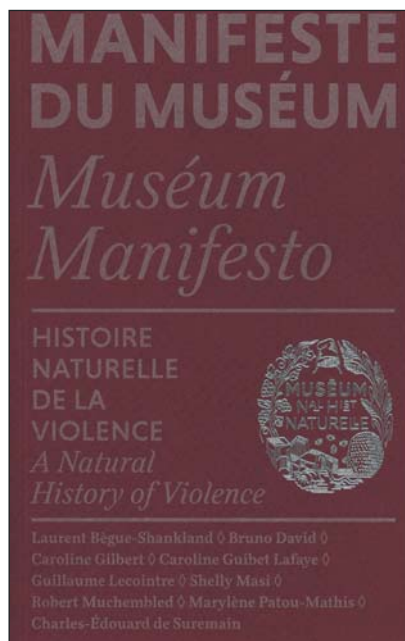
C'est que les mots sont souvent utilisés comme performatifs, autrement dit comme actes de langage destinés à agir sur les autres : dans le champ du travail,



comme dans celui du politique, on veut obtenir l'adhésion de celles et ceux à qui l'on s'adresse. D'où l'importance de ne pas se laisser piéger, bref de gagner la bataille des mots, et surtout de ceux qui, par effet de mode, sont pris dans une telle spirale inflationniste qu'on en oublie le sens caché dont ils sont porteurs. Interroger les concepts, surtout quand ils paraissent aller de soi, devrait être le b.a.-ba de toute tentative pertinente de compréhension des enjeux socio-économiques en cours.

Celui de bienveillance, nouveau totem managérial, n'échappe pas à cette exigence. Il la partage d'ailleurs, selon Simone Veil, avec le terme « amour » : « [Il] ne se crie pas, il se prouve. » Par la création de syndicats au sein de certains mastodontes, par exemple : c'est arrivé chez Starbucks, dont deux établissements de ce géant du café ont vu l'installation d'une délégation syndicale dans l'État de New York. Il reste à souhaiter que d'autres groupes réfractaires au syndicalisme se laissent entraîner dans cette voie. Avec bienveillance, bien sûr...

RAYONN



Guillaume LECOINTRE (dir.), *Manifeste du Muséum : histoire naturelle de la violence*

Qu'est-ce que la violence ? Un comité de spécialistes de la biologie, du comportement animal et des sciences humaines s'est attelé ici à débroussailler cette épineuse question. Avec son regard scientifique distancier, il interroge – sur un temps long – les causes, les expressions et les fonctions de la violence dans les sociétés humaines et animales. Il émerge de cette passionnante entreprise l'esquisse d'une « histoire naturelle de la violence », globale... et pourtant tellement hétérogène et mouvante ! De quoi désamorcer tout essentialisme.

**Reliefs éditions, Muséum national
d'histoire naturelle, 2021**

CYNTHIA FLEURY **LE SOIN EST UN HUMANISME**



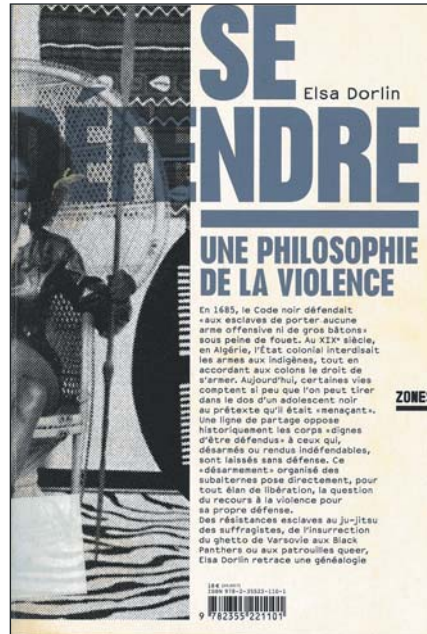
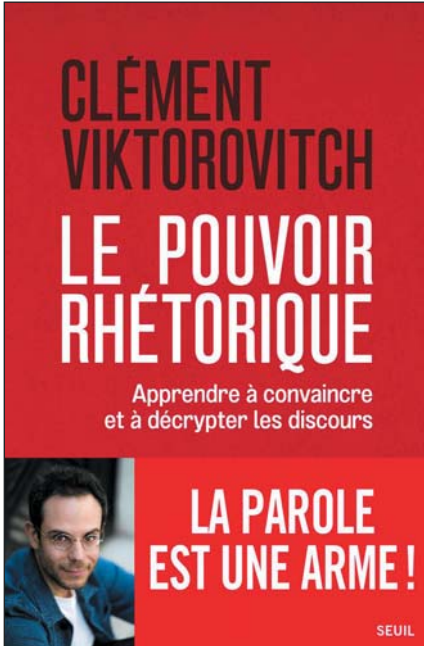
3,90€ / N°6

Cynthia FLEURY, *Le soin est un humanisme*

« Quand la civilisation n'est pas soin, elle n'est rien ». Or force est de constater que notre monde actuel ne priorise pas cette disposition... Dans ce court essai, Cynthia Fleury, philosophe et psychanalyste, pointe un horizon combinant davantage humanisme et santé dans lequel « L'Homme serait responsable de tous les hommes ». En tant qu'être de relation, elle nous invite à développer un mode d'attention inédit aux autres et aux choses, sensible à nos vulnérabilités respectives limitantes mais aussi régénératrices. Une manière d'ériger notre humanité, tout en valorisant notre « irremplaçabilité » et en bâtissant un monde commun.

**Gallimard, coll. « Tracts Gallimard :
n°6 », mai 2019**

RAYONNAGE

 Par **Jérôme Delnooz**


Clément VIKTOROVITCH, *Le Pouvoir rhétorique : apprendre à convaincre et à décrypter les discours*

Selon Clément Viktorovitch, une des voies pour régénérer la démocratie est d'enseigner la rhétorique, d'apprendre aux citoyens à décrypter les discours mais également à en produire. Grâce à ce guide (parfois technique), il désire nous fournir des outils pour ne pas nous laisser avoir par la communication des politiques (notamment par les fameux concepts mobilisateurs comme la « bienveillance », « le pragmatisme », le « progressisme »...). Une lecture à mettre en résonance avec les travaux d'Alain Bihl, Pascal Durand, Olivier Starquit... sur le pouvoir des mots et les mots du pouvoir !

Seuil, coll. « Essais », 2021

Elsa DORLIN, *Se défendre. Une philosophie de la violence*

« La possibilité même de se défendre est le privilège exclusif d'une minorité dominante. » À travers ce livre, Elsa Dorlin pose la question de qui a le droit de se défendre, qui est en capacité de le faire, qui a accès aux armes et à l'inverse qui en est exclu. Observant qu'il y a des corps construits comme agressables, elle explore différents contextes d'autodéfense : l'émergence et la diffusion du ju-jitsu avec les militantes suffragistes, le krav-maga dans le ghetto de Varsovie, la lutte antiraciste aux États-Unis. Elle nous invite à renverser la perspective de la violence qui s'abat sur les vulnérables et développe l'idée d'un *care* négatif.

Éd. Zones-La Découverte, Paris, 2017

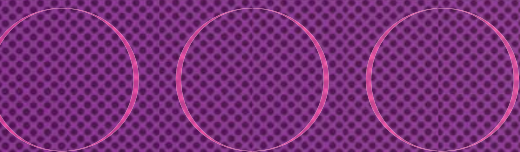
« La “guerre contre le crime” s’est ainsi rapidement transformée en “criminalisation de la marginalité”, et plus spécifiquement de la pauvreté. »

(Alexia Tasiaux)

« C’est aux gens d’évaluer si les mesures qui sont prises à leur égard, sous couvert de bienveillance, le sont *effectivement*. » (Patrick Laurent)

« Ainsi, toute personne se sentant en danger ou qui est simplement dérangée par la présence d’un autre dans l’espace public est incitée à faire appel aux services de police pour remédier à son inconvenance. »

(Juliette Renard)



« Je vois surtout la bienveillance comme une norme sociale qui arrange particulièrement les dominants. En effet, peut être considérée comme non-bienveillante toute forme de critique que ça soit du sexisme, du racisme, du classisme, critique qui se retournera contre la personne qui dénonce le problème. »

(Irene Zeilinger)

« Par sa position de surplomb, la bienveillance sert à cacher la hiérarchie et la domination.. » (Olivier Starquit)



4^e de CO



Julien Dohet, *L'Antifascisme*

L'auteur répond aux questions de Chloé Delabbé, pour nous offrir un texte qui définit et fait comprendre la lutte antifasciste dans tous ses aspects : violence, culture, symboles, moyens, histoire. « Ce petit livre revêt un intérêt tout particulier puisqu'il éclaire une facette peu connue du combat en faveur de la démocratie » écrit Jean Faniel dans sa préface. L'antifascisme est plus qu'une lutte contre les idées d'extrême droite, c'est un projet de société où règne la liberté, l'égalité et la solidarité.

Renaissance du Livre, coll. « Dis c'est quoi ? », 2022, 12,90€

Julien SUAUDEAU et Mame-Fatou NIANG, *Universalisme*

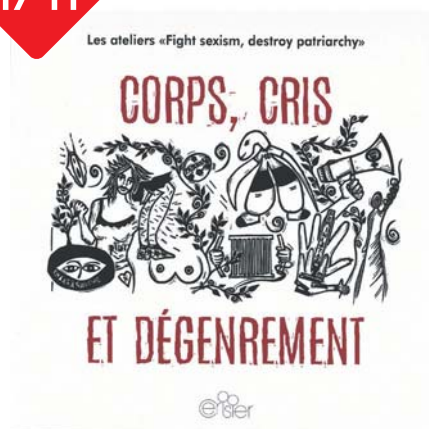
Véritable pilier de la République française, l'universalisme serait aujourd'hui menacé par l'antiracisme décolonial, catégoriel, « racialisant », trop proche du communautarisme. Et si l'universalisme défendu pouvait changer, et devenir plus « humaniste » ? Voilà la thèse défendue par les auteurs dans ce petit livre, qui ne manquera pas de faire réfléchir.

Anamosa, coll. « Le mot est faible », 2022, 9€

La Bibliothèque George Orwell présente

OUV

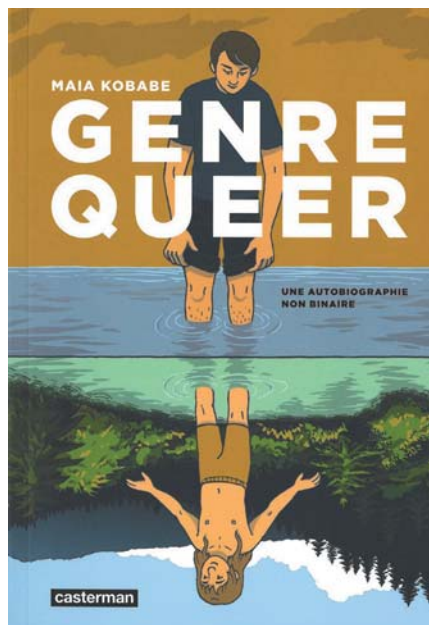
par **Louise Jeanne,**
Jérôme Delnooz
et **Michel Recloux**



Les ateliers « Fight sexism, destroy patriarchy », **Corps, cris et dégenrement**

Il y a des féminismes, pas un seul. Et « ici, chacun-e parle, écrit, dessine pour soi, et à la fin tous ces cris finissent par converger ». Ce livre « un peu punk » est un mélange de texte et de linogravure, ça pète, ça gueule, ça provoque, ça propose un autre monde.

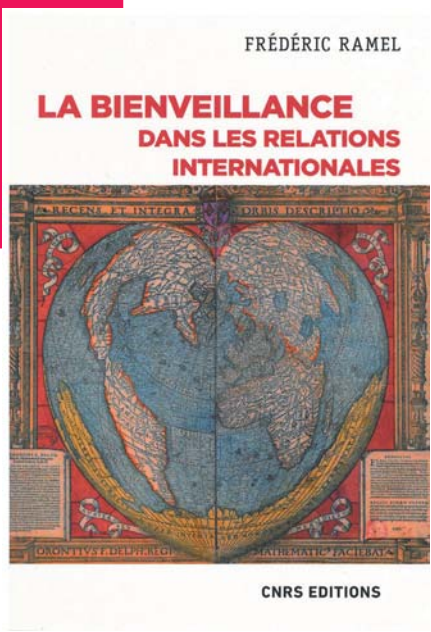
Cerisier, 2022, 14€



Maia KOBABE, **Genre Queer : Une autobiographie non binaire**

À travers cette BD, Maia nous raconte son parcours d'identification en tant que personne non-binaire et asexuelle, ainsi que la réaction de ses proches et de la société en général par rapport à celle-ci. Ce témoignage est accompagné de ressources liées aux différentes communautés LGBTQIA+, ce qui en fait une incroyable ressource pour aborder ces questions avec un large public.

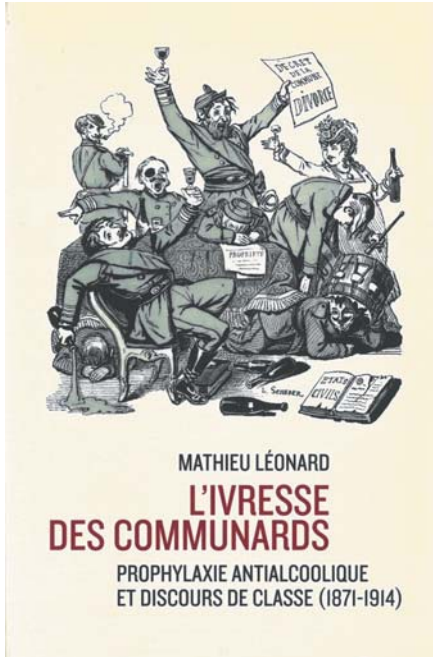
Casterman, 19€



**Frédéric RAMEL,
La bienveillance dans
les relations internationales :
un essai politique**

« La bienveillance n'est pas qu'un bon sentiment : c'est une pratique à l'œuvre dans l'espace mondial. L'identifier, la saisir et la promouvoir font partie des grands enjeux du XXI^e siècle ». Un livre qui rappelle que la bienveillance a toujours été une des dynamiques maîtresses régissant les relations internationales, en parallèle d'autres telles que la compétition étatique. Selon lui, cette disposition morale se conjugue à une pratique dans de nombreux cas de figure : commémorations, négociations, droit international, dispositifs d'accueil et d'hospitalité des personnes immigrées ou réfugiées... L'auteur souhaite réhabiliter le projet politique ancien du « solidarisme », notamment face à des crises qui touchent l'humanité entière, comme le climat et les pandémies.

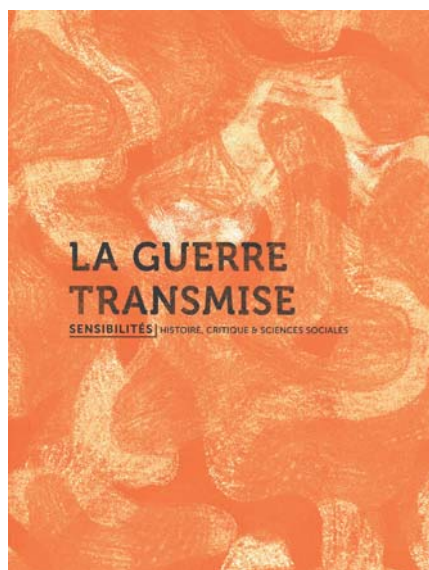
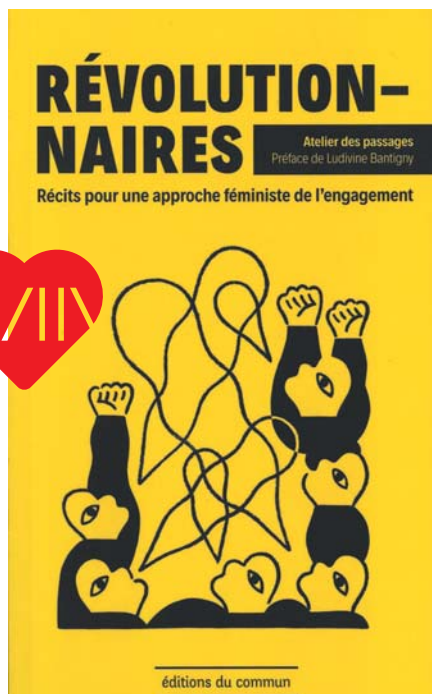
CNRS éditions, 2022, 23€



**Mathieu LÉONARD,
L'ivresse des Communards**

Il y a un an, nous commémorons les 150 ans de la Commune de Paris et que serait une commémoration sans le verre de l'amitié? Si cela s'est fait avec modération, les Versaillais et la médecine de l'après Commune de Paris, eux, n'ont pas lésiné à tremper celles et ceux qui revendiquaient une République démocratique et sociale dans l'alcoolisme. Comme si vouloir l'égalité, la liberté et la fraternité était la conséquence de « monstrueux accès d'alcoolisme aigu ». Et cette interprétation hygiéniste de la société mènera à l'eugénisme qui condamne le métissage au nom de la supériorité de la race pure. Le bourgeois de cette époque a toujours vu l'amélioration sociale des classes populaires ou l'émancipation des femmes comme des maladies mentales dangereuses et a toujours craint leur contagion.

Lux, 2022, 18€



L'Atelier des Passages,
**Révolutionnaires : récits
pour une approche féministe
de l'engagement**

Six récits de femmes qui dans les années 70 et 80 se sont engagées dans les combats syndicaux, dans des luttes pour l'égalité et la solidarité. Interviewées par des femmes qui pourraient être leurs filles, leur récit du passé vient confronter et enrichir les luttes contemporaines comme une filiation révolutionnaire. « [...] Ce recueil s'intitule Révolutionnaires [...] non pour les hauts faits qu'elles pourraient revendiquer mais pour la qualité et l'intensité de ces vies engagées. »

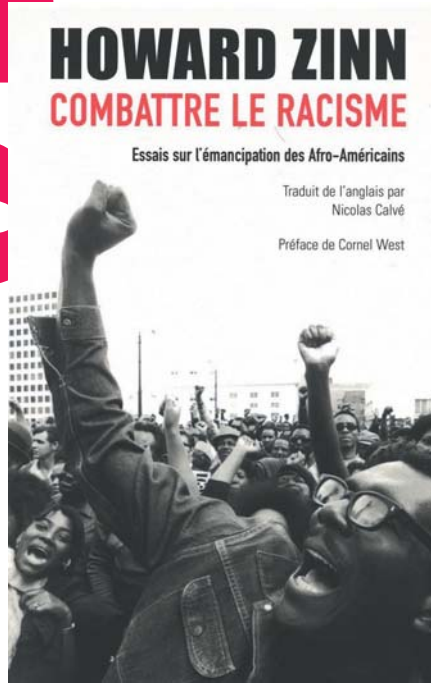
Éditions du Commun, 2022, 14€

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU
et Emmanuel SAINT-FUSCIEN
(coord.), **Sensibilités : histoire,
critique & sciences sociales**

« Ceux qui ont fait l'expérience de guerre n'ont cessé de l'affirmer : celle-ci ne serait pas communicable. Mais faut-il comprendre qu'une telle expérience ne puisse se transmettre ? » À s'y pencher de plus près, on voit que l'humain a bien souvent fait le pari de la transmission : que ce soit à travers les institutions (instances politiques, écoles, musées), les sciences (particulièrement sociales) mais aussi via l'art, le témoignage des acteurs, les lieux, les objets, les corps ainsi que les esprits... et les silences. Forgeant de la sorte mémoires institutionnelles et familiales, et tissant des liens entre les générations. La rédaction de Sensibilités nous livre ici une enquête sur cette mémoire traumatique mêlant histoire et psychanalyse.

N°10, Anamosa, 2022, 23€

ANAMOSA
de

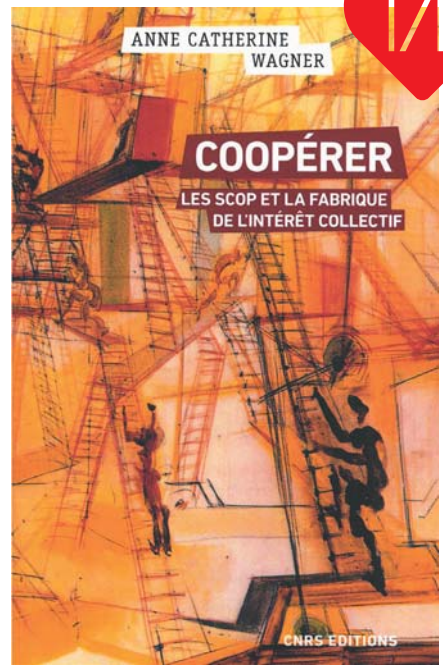


Howard ZINN,
Combattre le racisme :
Essais sur l'émancipation
des Afro-Américains

Howard Zinn (1922-2010), historien de formation, a pris part à la plupart des luttes sociales et raciales qui ont animé les États-Unis durant la seconde moitié du XX^e siècle. Il s'agissait d'un grand militant contre le racisme. Il reste aujourd'hui l'un des penseurs des luttes sociales les plus influents des USA.

Quatorze de ses textes sur ce sujet sont regroupés dans ce recueil, dont un discours sur la race qu'il a donné à l'université de New-York la veille de sa mort.

Lux, coll. « Mémoire des Amériques », 2022, 22€

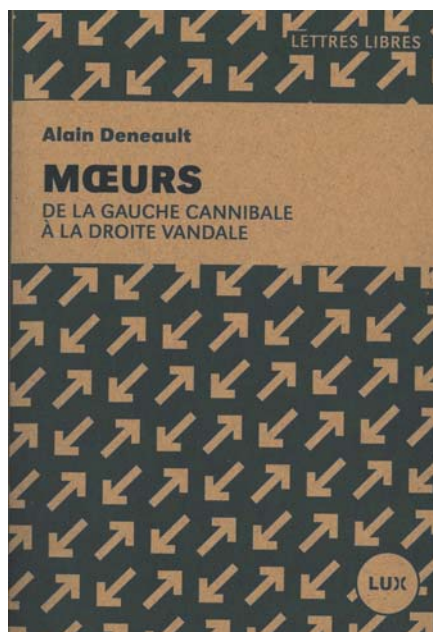


Anne-Catherine WAGNER,
Coopérer : les SCOP et
la fabrique de l'intérêt collectif

« Les murs les plus puissants tombent par leurs fissures ». Le capitalisme se raconte comme un modèle économique indépassable. Conscientes de sa domination, de sa résilience et de sa dimension mortifère, des personnes lui opposent aujourd'hui une alternative concrète qui a déjà une longue histoire derrière elle : le modèle de la coopérative. À quoi renvoie-t-il exactement ? Quels sont les interrogations qu'il suscite, et les obstacles auxquels il se frotte ? Sans idéalisation et avec esprit critique, Wagner dresse un état des lieux des SCOP contemporaines (sociétés coopératives et participatives) et tente d'amener des pistes de réponses dans une enquête fouillée : études de terrain, statistiques, entretiens. Une base solide sur laquelle s'appuyer pour viser le changement.

CNRS éditions, 2022, 25€



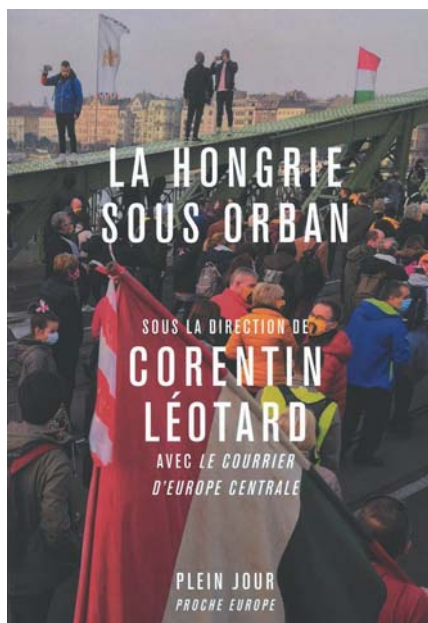


Alain DENEULT,
Mœurs : de la gauche cannibale à la droite vandale

Mœurs, nom féminin pluriel. *Pratiques sociales, usages particuliers, communs à un groupe, un peuple, une époque.* Les mœurs nous construisent, et réciproquement, nous faisons évoluer les mœurs.

« Lorsque nos débats deviennent des combats, ils versent dans le moralisme, l'agitation et l'intoxication, et ces excès de gauche à droite contribuent au développement d'un environnement délétère » et les bonnes mœurs servent alors d'armes « pour les puristes et les imposteurs ». Par des exemples concrets, l'auteur invite à rompre avec la dynamique identitaire des querelles idéologiques usant de catégories qui deviennent des clichés (privilège, censure, racisme systémique, fascisme) et d'une liberté d'expression ne valant que pour celui qui la revendique.

Lux, 2022, 20€



Corentin LÉOTARD (dir.),
La Hongrie sous Orbán : Histoires de la Grande Plaine

De notre côté de l'Union européenne, nous n'avons pas une vision radieuse du Premier ministre hongrois, Viktor Orbán. Mais qu'en est-il à l'intérieur du pays ? C'est à cette question qu'ont décidé de répondre les auteurs, journalistes installés en Hongrie depuis plusieurs années. Ils ont voyagé dans le pays, rencontré des partisans, mais aussi des opposants à la politique d'Orbán, des personnes de tous horizons. Une lecture très intéressante sur un pays dont on ne sait que peu de choses.

Éditions Plein Jour, coll.
« Proche Europe », 2022, 19€

Et si lire
c'était désobéir.?

Bibliothèque Enfance Insoumise... en itinérance

En septembre et octobre 2022, la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire a proposé la 4^e édition de sa « Bibliothèque Insoumise », consacrée cette année aux albums pour enfants. Accueillez et découvrez cette expo en version itinérante.

« Et si lire, c'était désobéir? », c'est la première d'une série de questions par le biais desquelles nous vous proposons d'interroger avec nous la liberté que l'on peut trouver dans les livres et la lecture, leur pouvoir subversif, et notre rôle de lecteur, dans tout ça.

Au centre du programme, une « bibliothèque ludique » ouverte à toutes et tous : espace d'exploration, de lecture et de réflexion, articulé autour d'une septantaine d'albums sélectionnés pour leur caractère insoumis, qu'il s'agisse d'ouvrages censurés, polémiques, intranquilles ou audacieux dans leur forme ou la représentation du monde qu'ils proposent...

Pour toutes et tous, grands et petits!

Vous êtes intéressés par cette exposition? Vous avez envie de l'accueillir en vos murs? Prenez contact avec la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire

bibliotheque@territoires-memoire.be

04 232 70 62



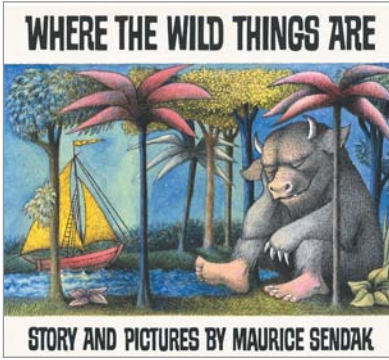
Une sélection par
Tamara Hannay



Jessica Love
Julian est une sirène

La littérature insoumise, c'est aussi celle qui refuse de plier face aux normes imposées. Julian en est une lumineuse incarnation, tout en liberté, sans militantisme : juste le bonheur de suivre sa route et un hommage rendu, en passant, à celles et ceux qui aident à nous en dégageant la voie.

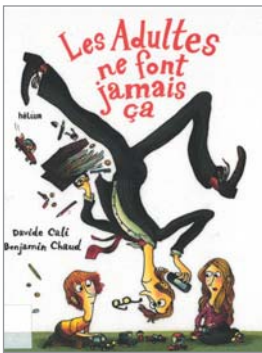
Pastel, 2020.



Maurice Sendak
Max et les Maximonstres

Un grand classique de la littérature insoumise : les sauvages aventures du jeune et indocile Max. Elles ont souvent scandalisé les adultes – ceux qu’effraient, peut-être, la place de la sauvagerie et de l’imaginaire dans l’enfance.

L’École des loisirs, 1973.



Davide Cali
et Benjamin Chaud
Les Adultes ne font jamais ça

Un livre dans lequel les textes et les images ne disent pas la même chose, est-ce un livre menteur ou un livre insoumis? Si, en plus, ce sont les enfants qui enquêtent sur les contradictions et travers quotidiens des adultes, nous, on tient avec eux!

Hélium, 2020.



Et si lire c'était désobéir?

Pour tracer les contours de ce que l'on pourrait appeler une littérature pour l'enfance insoumise, les auteurs ont pris le parti de traquer tout ce qui, dans les albums destinés aux enfants, fait soumission. Tout ce qui enferme la littérature des enfants dans les carcans moraux, normatifs, des adultes. Tout ce qui impose une vision du monde, que cela passe par ce qu'on refuse de mettre en scène (ce que l'on censure, chacun à son niveau), par ce qu'on choisit de mettre en scène (la reproduction des stéréotypes, par exemple) ou par la manière dont on met en scène (l'acte de lecture et la manière dont le livre lui-même est écrit).

COLLECTIF, Et si lire c'était désobéir?, Les Territoires de la Mémoire, 2022.

Ivan Suhanov, dessin du camp de Temirtau, Siblag, 1935 (©Société Memorial, Moscou)



Ce que nous apprend la lecture des lettres du Goulag

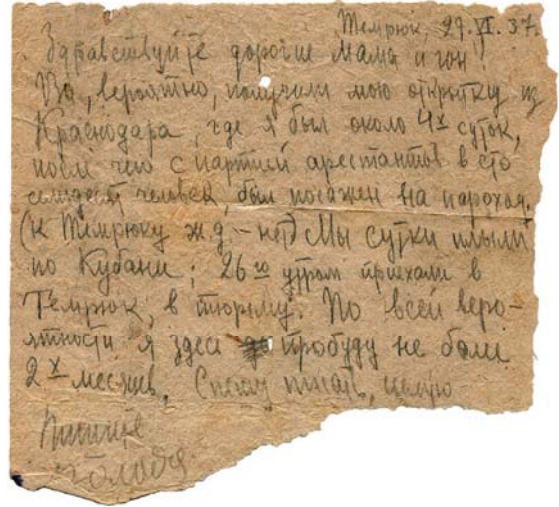
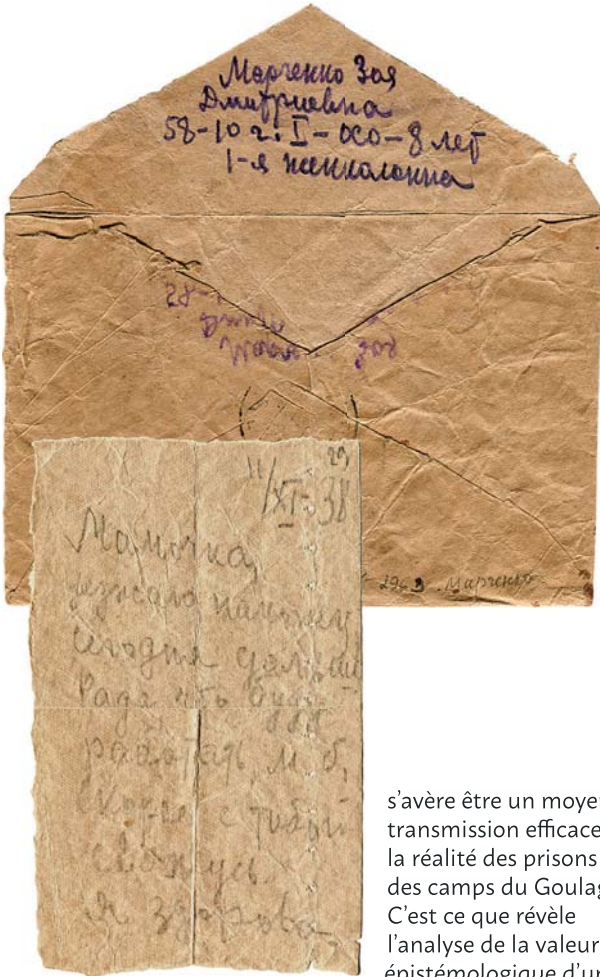
Par Jean-Louis Rouhart



À côté des nombreux témoignages et souvenirs recueillis par la société Memorial International, aujourd'hui dissoute, ainsi que des mémoires et récits d'anciens détenus et des dessins effectués sur les lieux mêmes de détention, la lecture de la correspondance des détenus, internés et exilés des lieux d'incarcération et d'internement du Goulag permet d'accéder à un certain

nombre d'informations sur les modes de communication des détenus avec l'extérieur, sur les conditions d'existence et de travail *intra muros* ainsi que sur le comportement des prisonniers, notamment vis-vis de leurs familles.¹ Si on l'envisage comme vecteur de recherche de la vérité historique, cette correspondance, utilisée conjointement avec d'autres sources de connaissances,

1. Voir Jean-Louis ROUHART, *Lettres du Goulag. Correspondance de détenus dans les lieux d'incarcération et d'internement du Goulag*, Préface de Luba Jurgenson. Éditions des Territoires de la Mémoire, Liège, 2020.



s'avère être un moyen de transmission efficace de la réalité des prisons et des camps du Goulag. C'est ce que révèle l'analyse de la valeur épistémologique d'un corpus constitué de lettres

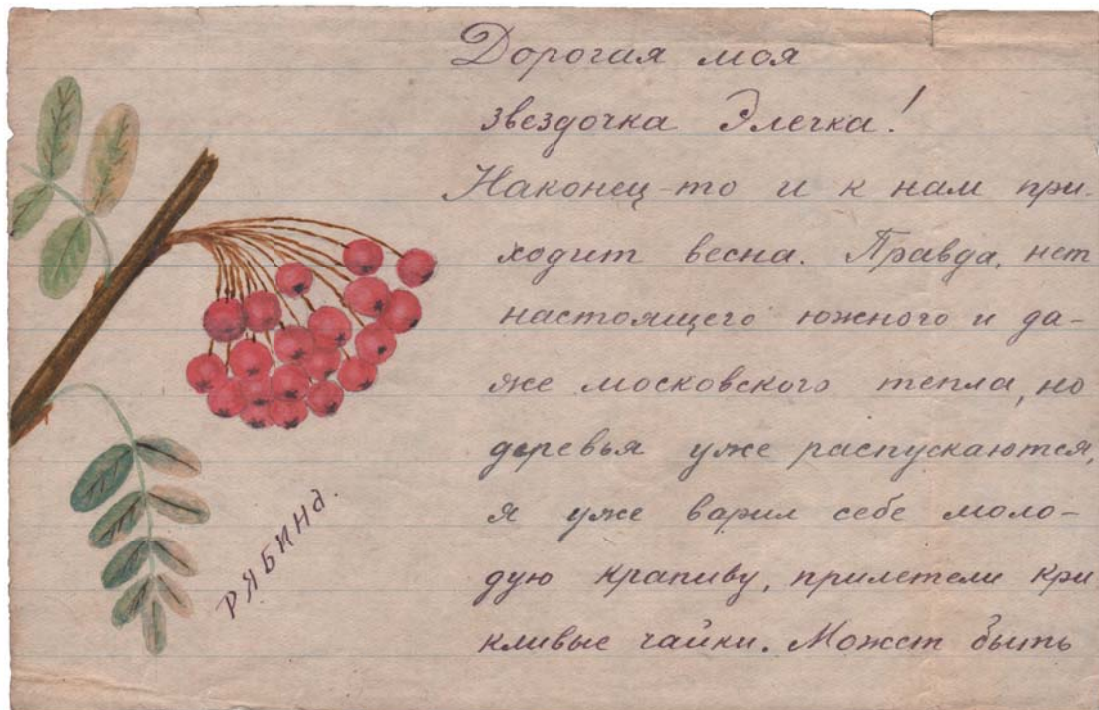
légales et illégales, rédigées entre 1917 et 1953 et émanant de lieux de détention aussi diversifiés que des prisons préventives, des prisons et camps de transit, des trains de déportation, des camps de rééducation par le travail ITL, des villages de peuplement « spécial », des camps « spéciaux » réservés aux prisonniers politiques, des hôpitaux psychiatriques etc.²

Par ailleurs, la lecture des lettres du Goulag incite à établir des comparaisons avec d'autres types de correspondance, notamment les lettres des camps de concentration nazis.³ À cet égard, on relève dans les deux cas des finalités communes non seulement d'ordre

communicatif (volonté de dialoguer avec les proches, expression de sentiments, rupture de l'isolement...) et informatif (dénonciation des conditions inhumaines de détention et des répressions), mais aussi des fonctions pragmatique (demandes d'aide matérielle), thérapeutique (adjuvant moral contre la désespérance), psychologique (refoulement d'agressions), transcendantal (évasion mentale) et humaniste (affirmation de soi, recouvrement de la dignité humaine). Au niveau des différences, on relève dans les lettres clandestines des camps ITL du Goulag l'absence d'informations de nature conspiratrice, relatives à des fraudes de médicaments, des trafics d'armes, des préparations à des évasions, des révoltes ou des sabotages. Alors que les discriminations dans l'application du droit à la correspondance étaient de nature raciste et politique dans les camps nazis (les Juifs, les prisonniers de guerre soviétiques, les détenus « Nacht und Nebel » n'ayant pratiquement

2. *Ibidem*, p. 137-153.

3. Voir à ce sujet Jean-Louis ROUHART, *Lettres de l'ombre. Correspondance illégale dans les camps de concentration nazis*, Préfaces de Peter Kuon et de Philippe Mesnard, Éditions des territoires de la Mémoire, Liège, 2015.



pas d'accès au courrier), elles étaient de nature politique et économique dans les camps ITL, étant donné que les opposants au bolchevisme ainsi que les détenus n'atteignant pas les normes de production étaient privés de correspondance. En outre, il n'est pas fait mention de messages cryptés, écrits à l'encre sympathique ou à l'aide d'urine, ni de lettres enfouies dans les sols des lieux de détention et d'internement du Goulag. Il faut constater également que le phénomène des lettres illégales (lettres clandestines, lettres codées) a revêtu bien plus d'importance dans les camps nazis. Par ailleurs, les billets jetés des trains de déportation soviétiques émanaient d'opposants politiques, de *koulaks* (paysans dépossédés de leurs terres) et de minorités ethniques, alors que les trains de déportation nazis, comme on sait, transportaient essentiellement des personnes de confession juive, des Roms et des résistants venus de toute l'Europe. Enfin, s'il est indéniable que les camps du Goulag ont servi à bien

d'égards de modèles aux planificateurs des camps nazis, non seulement au plan de l'infrastructure, mais aussi au niveau de certains principes (théorie de la rééducation par le travail forcé, mixité entre prisonniers politiques et prisonniers de droit commun, « zone grise », principe de la *Sippenhaft*, marches de la mort...), il n'en demeure pas moins que les expériences soi-disant médicales, les sélections et les exterminations directes dans les chambres à gaz, pratiquées dans les camps de concentration et les centres de mise à mort nazis, n'ont pas été de mise dans les lieux d'incarcération et d'internement du Goulag. Elles sont donc absentes dans les messages écrits des détenus. Dans les deux types de correspondance, par contre, on peut lire les mêmes descriptions pitoyables des conditions d'existence, les mêmes mots d'adieu émouvants et les mêmes appels à l'aide désespérés, témoignages d'une époque que l'on ne souhaiterait en aucun cas revivre.

De Maurras à Zemmour en passant par Figueras

Une idéologie constante

Une chronique de Julien Dohet

Dans notre précédente chronique, nous avons décodé le dernier ouvrage d'Éric Zemmour¹, en soulignant combien l'argumentation qu'il développe pour défendre son idéologie d'extrême droite était, au-delà des apparences, loin d'être originale, et constituait au mieux une actualisation du discours classique de ce courant politique. Quarante ans plus tôt, un autre polémiste développait déjà les thèses de Zemmour. La grande différence étant qu'il était alors médiatiquement réduit à une relative confidentialité.

Le Zemmour des années 80

André Figueras « (8 janvier 1924 – 15 mars 2002) est un journaliste, écrivain et éditeur, défenseur du maréchal Pétain, adversaire résolu du gaullisme, antidreyfusard, proche du catholicisme traditionaliste de Monseigneur Marcel Lefebvre et des mouvements anti-avortement. Il soutient, à partir des années 1980, Jean-Marie Le Pen ». C'est ainsi que l'encyclopédie en ligne d'extrême droite présente Figueras. Comme d'autres figures déjà croisées dans cette chronique, il fait partie de cette minorité de résistants de droite qui avaient, idéologiquement, de nombreuses accointances avec une extrême droite qu'ils rejoindront au moment de la guerre d'Algérie². En 1977, il signe un appel demandant l'arrêt de poursuites en cours contre le Groupe union défense (GUD), ancêtre des milices violentes s'illustrant ces dernières années, comme Génération identitaire, les Zouaves... et dont le Bastion social

est le continuateur. Pamphlétaire, il publiera près d'une centaine d'ouvrages tournant autour de la dénonciation des « crimes de la Résistance », contre De Gaulle, mais aussi plusieurs écrits antisémites et négationnistes³, à l'image de *La Fable d'Auschwitz et d'Abraham*, au titre particulièrement explicite. Même si son nom est peu connu, il jouera un rôle d'idéologue important.

Son ouvrage, publié début des années 80, *La France « aux Français »*, outre le fait d'être un slogan du Front National⁴, synthétise assez bien son positionnement. À commencer par le fait que le « déclin français » est arrivé à un point de bascule, ce qu'il énonce tant au début : « nos parents nous ont légué une France déjà bien diminuée, bien altérée, bien rétrécie. Cependant n'est-ce rien, hélas ! à côté de celle que, si nous ne faisons soudain quelque chose d'immense pour elle, nous allons transmettre à nos enfants⁵ », qu'à la fin de son livre : « la génération qui fait

1. Voir « Le fascisme n'a pas dit son dernier mot » in *Aide-mémoire* n°99, printemps 2022.

2. Voir « La pensée "contrarévolutionnaire" » in *Aide-mémoire* n°36, avril-juin 2006.

3. Voir « Quand le relativisme sert à masquer le négationnisme » in *Aide-mémoire* n°34, octobre-décembre 2005.

4. Voir « Retour sur le discours du fondateur de la dynastie Le Pen » in *Aide-mémoire* n°56, avril-juin 2011.

5. André FIGUERAS, *La France « aux Français »*, Paris, éditions André Figueras, 1983, p. 7.



Assis de gauche à droite : André Figueras, Olivier Figueras, Pinatel.
 Debout : Raphaël Figueras.
 (Photo : © Louis-Michel Jugie)

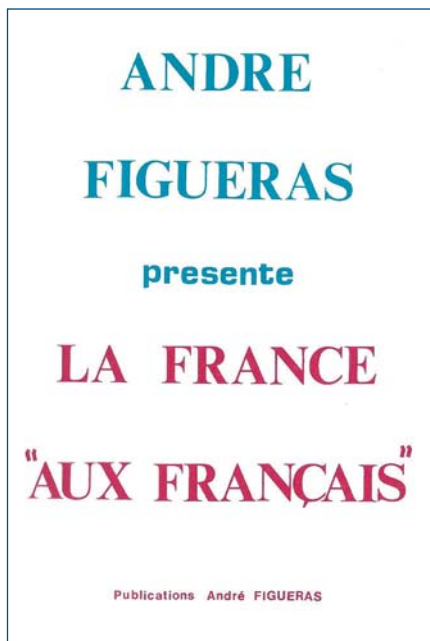
actuellement ses études secondaires est la dernière qui puisse redresser la barre. Après, nous autres ayant disparu, tout le monde serait plongé indistinctement dans la mélasse moderniste et progressiste » (p. 144). Comme Zemmour également, Figueras prône une réhabilitation de Pétain⁶ et du régime de Vichy, De Gaulle étant vu comme le coupable de la « guerre civile »⁷ survenue à la Libération⁸, alors qu'une transition douce aurait été possible : « (...) il s'agit aussi de clore un peu le bec à ces zigomars bien de chez nous qui passent leur temps à débîner leur pays. On en a assez, par exemple, et plus qu'assez, d'entendre cracher sur le maréchal Pétain (...) Si nous-mêmes ne respectons pas nos forces, nos grandeurs, nos honneurs, comment veut-on que les autres s'en chargent ? » (p. 139). Cette lecture de l'Histoire s'étend bien entendu à la colonisation, vue comme une œuvre civilisatrice, tandis que la décolonisation est « un véritable crime contre l'humanité » (p. 47), en regard de

ce que sont devenus les pays concernés. S'il ne parle évidemment pas encore de « culture woke », ou de « repentance », le discours est bien déjà présent : « La première phase est de ne plus reculer. De ne pas accepter de parler, si peu que ce soit, sabir. De ne pas consentir que la colonisation fût un crime. De donner à nos enfants (...) une éducation foncièrement (...) française (...) de laisser sombrer les niaiseries gastronomiques, comme les merguez ou le couscous, alors du reste que nous avons tellement meilleur, ne serait-ce, pour pas plus cher, que le pot-au-feu » (p. 59). Sans oublier, bien entendu, la critique de « l'idéologie droit de l'homme » : « Et c'est alors qu'a démarré la grande perfide campagne "humanitaire". Sachons-le en effet, toutes les fois que l'on entend évoquer les "Droits de l'homme", on peut être sûr qu'un mauvais coup se prépare » (p. 82), et de dénoncer les « bobards » sur les crimes de l'armée française.

6. Voir « Faire don de sa personne » in *Aide-mémoire* n°86, octobre-décembre 2018.

7. Voir « Quand la résistance et le droit d'insurrection sont-ils justifiés ? » in *Aide-mémoire* n°55, janvier-mars 2011.

8. Voir « Le "résistantisme", un équivalent au négationnisme » in *Aide-mémoire* n°44, avril-juin 2008.



L'Occupation similaire à celle de 40-44, ancêtre du « grand remplacement »

Le discours raciste⁹ sur le fait que la France ne sera plus française n'a pas attendu Renaud Camus pour être énoncé. L'immigré est la source de tous les maux : appauvrissement de la langue, baisse du niveau de l'enseignement, augmentation de la criminalité... le tout avec la précaution de Figueras de dire qu'il n'est pas raciste, vu qu'il était... pour l'Algérie française qui permettait aux Algériens de rester en Algérie tout en bénéficiant de la civilisation française et d'avoir du travail ! « Qu'est-ce, en effet, qu'une occupation étrangère, telle que nous en avons vécu le type il y a quarante ans ? Cependant que subsiste un gouvernement français de peu de puissance, et de peu d'indépendance (...) c'est la présence sur notre sol de nombreux étrangers, en uniforme ou pas, en armes ou pas, vivant sur le pays, lui imposant dans un certain nombre de circonstances leur loi, faisant régner dans certains cas la terreur, et recevant

naturellement leurs consignes d'une puissance étrangère – par définition, et pour ne pas dire davantage, non amie. Je dis que ces traits caractérisent très précisément, et sans qu'il n'en manque aucun à l'appel, l'occupation immigrée » (p. 34). Et d'enfoncer le clou : « Sur le plan individuel, en effet, je considère qu'un nègre ou un arabe, ou un n'importe qui, étant un homme, est mon égal très exactement, et je le traite comme tel. Ce qui ne m'empêche pas de souhaiter hautement que, dans son intérêt d'ailleurs comme dans le mien, et surtout dans celui de ma Patrie, cet homme regagne dans les plus brefs délais son douar d'origine ou son gourbi natal (expression dont ni l'une ni l'autre n'est péjorative), parce que je tiens sa présence ici comme aussi dommageable que le fut, entre 1940 et 1944, celle du soldat allemand. Lequel pouvait être au besoin, à titre personnel, un brave garçon (...) » (p. 16).

Ce qui lui permet par ailleurs de se présenter comme un « résistant » : « C'est ainsi que l'affaire des immigrés peut se résumer par la formule suivante : nous sommes en train de passer de la Cinquième Colonne à l'Occupation. Depuis belle lurette, dans cette histoire, il y a des "collabos". Y aura-t-il, et en assez grand nombre, et suffisamment efficaces, des "résistants" ? » (p. 28). Et donc de plaider pour le chacun chez soi : « Je trouve l'animisme excellent sans doute pour les nègres, et l'islamisme parfait probablement pour les musulmans. À la condition qu'ils professent tout cela chez eux, et qu'ils me laissent, chez moi, être catholique à ma guise » (p. 18).

Comme chez Zemmour, le racisme de Figueras s'accompagne de sexisme : « Quant aux mariages mixtes, c'est encore autre chose (...) Est-ce que les filles de France, à part quelques-unes bien moches heureuses de pouvoir se faire peloter quand même, n'ont pas outre mesure de goût pour ce qui ne vient pas du terroir ? » (p. 71-72). Et d'une naturalisation qui nous ramène au darwinisme social, cœur de l'idéologie d'extrême droite, dans un long

9. Voir « Danger : Invasion ! » in *Aide-mémoire* n°22, juillet-septembre 2002.

extrait : « Si l'on ajoute la langue et les chefs-d'œuvre, qu'ils soient d'architecture, ou littéraires, ou tous autres – les témoignages se multiplient que la France et les Français ont vécu en symbiose, et que, si quelque chose ne se passe point sans retard, ils mourront ensemble. Certes, demeureront alors une contrée et des gens, mais il ne s'agirait plus de la France ni des Français. Quand bien même l'une et les autres en conserveraient, ou plutôt en usurperaient, l'appellation. Ce qui est commencé déjà, puisqu'une loi, déplorable en son automatisme, confère la citoyenneté française à quiconque est né sur le territoire français. Alors, la carte d'identité triche. La véritable identité française est quelque chose de complexe, de plus lent à obtenir, certes, et de tout autre manière, que par le hasard d'une parturition. Considérez du reste qu'un poulain né dans une écurie française peut fort bien être dit anglo-arabe, si ses géniteurs l'établissent tel. On ne comprend pas pourquoi ce qui est vrai d'un cheval, qui n'a point d'héritage intellectuel, moral, religieux, ne serait pas vrai d'un homme. L'évidence est au contraire – et aucune loi n'y peut rien – que l'enfant né de parents pakistanais est pakistanais. Tout du reste le démontre, puisque la nature est plus logique que l'administration : la couleur de sa peau, la forme de ses yeux (...) » (p. 10)¹⁰.

Un racisme qui, chez Figueras, prend une connotation particulièrement antisémite dans un tiers de son livre : « Nous avons à l'heure actuelle les reins accablés par deux handicaps absurdes. Un handicap matériel avec quatre à cinq millions d'immigrés (on ne sait même pas leur nombre à un million près, c'est ahurissant) qui démolissent notre économie et vident nos caisses ; et un handicap moral, avec cette lamentable question juive, qui n'est pas autre chose qu'une méprise, savamment entretenue par quelques-uns qui en profitent » (p. 133-134). Et, nous sommes en 1983, par le retour à l'attaque contre Dreyfus : « On ne les croit "juifs" en effet que parce qu'ils l'affirment, et parce que cette illusion

dans laquelle ils barbotent les amène à élabousser les autres de manière déplaisante, voire à se faire, croyant bêtement se défendre comme lors de l'Affaire Dreyfus, les instruments plus ou moins inconscients de la trahison » (p. 124). Et d'aller très loin en évoquant la disparition des Juifs de France : « Bref, ôtez de notre Histoire, le catholicisme et les catholiques, il n'y a pratiquement plus rien. Otez-en le judaïsme et les "juifs", cela s'aperçoit à peine, et nous aurions l'immense bénéfice de ne pas avoir subi l'Affaire Dreyfus. Conclusion préalable donc : sans "juifs", la France ne s'en porterait que mieux » (p. 121).

Un tenant de la tendance maurrassienne de l'extrême droite

Figueras apparaît en fait comme la liaison entre Maurras¹¹ et Zemmour. Tout comme eux, son identité catholique affirmée n'est pas liée à la croyance mais à l'aspect civilisationnel : « Or la civilisation occidentale, la seule qui soit en vérité, est, que cela plaise ou non, catholique. C'est-à-dire catholique traditionnaliste » (p. 45-46)¹². Cette civilisation est menacée y compris par les progressistes au sein de l'Église : « (...) ils sont bien mieux dans leur condition d'immigrés, qui, grâce au "racisme", les rend nos supérieurs, et les met à l'abri de pratiquement tout, à quoi qu'ils s'exercent, y compris au vol à la tire et au viol. À propos desquels des "consciences chrétiennes" (...) leur trouveront toujours des alibis, des excuses, et même des justifications. Car on ne saurait trop, en passant, dénoncer le rôle que jouent, dans cette grande mascarade antifranaise, et par conséquent anticatholique, ceux que je déclare les plus dégénérés des Français, et qui se nomment eux-mêmes "chrétiens progressistes" » (p. 25).

Mais évidemment c'est bien à un complot¹³ que les vrais Français font face, un complot remontant à la Révolution

10. Notons que l'utilisation du terme « parturition » n'est pas anodine car ce mot désigne un accouchement naturel, mais aussi et surtout la « mise à bas » pour les animaux. Sur ce type de comparaison voir « De l'étalement au noble SS » in *Aide-mémoire* n°27, janvier-mars 2004.

11. Voir « De l'inégalité à la monarchie » in *Aide-mémoire* n°33, juillet-septembre 2005.

12. Voir « La Loi du décalogue » in *Aide-mémoire* n°64, avril-juin 2013.

13. Voir « La vision complotiste de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°85, juillet-septembre 2018.

française : « Cela fait des siècles que tous ceux-là cherchent à la démolir, parce qu'ils enragent qu'elle culmine, tandis qu'ils sont plats. Déjà, ils ont donné à notre patrie un formidable ébranlement, et dont elle ne s'est pas remise, en 1789. Solide toutefois, elle est encore à peu près debout. Mais affaiblie. Aussi les efforts contre elle redoublent-ils. Et pour la réussite de ce grand complot, les immigrés sont tenus (à juste titre du reste) pour un élément maître » (p. 27). Outre l'immigration et les Juifs, Figueras n'oublie bien entendu pas la composante maçonnique¹⁴ et le marxisme¹⁵ : « L'ordre français, c'est l'ordre des esprits, et l'harmonie sociale. En politique, c'est, il faut bien le dire, la monarchie. En architecture c'est (...) le classicisme (...). En matière sociale, quand a commencé le désordre chez nous ? Avec l'immigration des idées maçonniques du XVIII^e siècle, et des marxistes au XIX^e. Comme il est du reste assez normal, c'est toujours le fonds non français qui a sapé la francerie » (p. 55)¹⁶. Sans oublier le rejet également du mondialisme, afin de se présenter comme une troisième voie¹⁷ : « La balance française qui, depuis plus de mille ans, est la plus juste, la seule juste peut-être, ne pesant plus les intentions et les actes, la grande coquinerie universelle pourrait se donner libre cours, et l'on assisterait enfin à l'affrontement des deux Internationales, précédemment de mèche pour annihiler la France, savoir la fortune anonyme et vagabonde et le marxisme » (p. 42).

Comme cet article le démontre une nouvelle fois, si le discours d'extrême droite peut évoluer sur certains aspects de forme, peut changer d'apparence, il reste constant sur le fonds et sa vision de la société.

14. Voir « Le temps de la délation » in *Aide-mémoire* n°72, avril-juin 2015.

15. Voir « Antimarxiste et antidémocratique, bref d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°82, octobre-décembre 2017.

16. Voir « Antisémitisme et anticommunisme. Les deux mamelles de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°63, janvier-mars 2013.

17. Voir « Un vrai fasciste : ni de droite, ni de gauche mais... d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°31, janvier-mars 2000.

LA CITÉ MIROIR
SAUVENIÈRE

REVOLUTION
RAP
UNE HISTOIRE
AFRICAINNE ?



2 DÉCEMBRE 2022 ➤ **5 FÉVRIER** 2023



O nt participé à ce numér O

Henri Deleersnijder est professeur d'Histoire et essayiste, spécialisé en Histoire des idées, ainsi qu'en science politique. La défense des valeurs démocratiques et la lutte contre l'extrême droite lui tiennent grandement à cœur. Il a notamment publié *Démocraties en péril* (2014) et *Le nouvel antisémitisme* (2016) à La Renaissance du Livre.

Julien Dohet, est historien de formation et tient, depuis 2001, dans la revue *Aide-mémoire*, une chronique de lutte contre l'extrême droite analysant son idéologie au travers des textes qu'elle produit. Il a récemment publié deux ouvrages en lien avec cette thématique : *La bête a-t-elle mué? Les nouveaux visages de l'extrême droite*, avec Olivier Starquit (2020, coll. « Liberté j'écris ton nom », Centre d'Action Laïque), et *L'antifascisme*, avec la collaboration de Chloé Delabbé (2022, coll. « Dis c'est quoi? », Renaissance du livre). Il est également syndicaliste, et militant au Front antifasciste de Liège.

Patrick Laurent est psychothérapeute familial et formateur dans le secteur de l'aide sociale avec une approche critique et une attention à la portée politique de sa pratique. Depuis de nombreuses années, il défend, pratique et accompagne à la méditation de pleine conscience.

Juliette Renard est doctorante (Aspirante FNRS) en sciences politiques et sociales à l'Université de Liège. Elle travaille sur les sociétés divisées et la matérialisation de la division et ses effets dans les contextes chypriote et nord-irlandais. En outre, elle se passionne pour les questions d'espace et d'inégalités (de genre notamment).

Jean-Louis Rouhart est germaniste de formation et professeur retraité de la Haute École de la Ville de Liège. Il s'est spécialisé dans l'étude des lettres des prisonniers des camps nazis et celles des détenus du Goulag. Fort de ses connaissances linguistiques, il a

publié deux ouvrages aux éditions des Territoires de la Mémoire : *Lettres de l'ombre* (2015) et *Lettres du Goulag* (2020). Il participe régulièrement à la revue *Aide-mémoire*.

Olivier Starquit est membre du comité de rédaction de la revue *Aide-mémoire*, anticapitaliste, adepte des Lumières et auteur de quelques ouvrages sur la démocratie et les mots. Il a ainsi publié *L'extinction des Lumières : vers une dilution de la démocratie* (2011) et *Une éclipse et des lucioles : de la démocratie au XXI^e siècle* (2019) aux éditions des Territoires de la Mémoire, et *Des mots qui puent* aux éditions du Cerisier en 2018.

Alexia Tasiaux est diplômée d'un master en criminologie à l'Université de Liège. Au cours de ses études, elle a porté son attention sur la défense des minorités. Avant d'entamer son cursus universitaire, elle a vécu un an en Espagne et au Brésil.

Irène Zeilinger est sociologue et fondatrice de Garance ASBL. Elle travaille dans la prévention des violences basées sur le genre, entre autres en tant que formatrice d'autodéfense féministe. Elle est l'auteure de *Non c'est non. Petit manuel d'autodéfense à l'usage de toutes les femmes qui en ont marre de se faire emmerder sans rien dire* (La Découverte, 2008). En plus d'une magistra en sociologie de l'Université de Vienne, elle a obtenu un master en Woman and Child Abuse Studies de la London Metropolitan University.

Et si leur résistance appelait notre bienveillance ?

Par Benjamin Blaise, *directeur des Territoires de la Mémoire*

La crise du Covid a laissé de nombreux stigmates, mais a aussi contribué à renforcer quelques poncifs. Parmi ceux-ci, on retrouve notamment l'idée selon laquelle la jeunesse serait toujours plus désintéressée de tout ce qui l'entoure, la *chose publique* en tête. Une jeunesse dont les seules boussoles seraient l'instantanéité et la superficialité. Comme souvent, le regard que pose une génération sur la suivante n'est pas spontanément bienveillant.

Et pourtant, l'époque nous y inviterait. Nous sommes nombreux à n'avoir jamais connu la guerre, sous aucune forme, et à avoir pu grandir et nous construire, si pas dans une insouciance complète, au moins dans un monde fait de perspectives. Et c'est peut-être bien cela qui, de façon réelle ou ressentie, a changé.

Récemment, l'émission *Libres, ensembles*, rendez-vous de la Laïcité sur les ondes de la Première, consacrait son sujet du jour à la santé mentale chez les jeunes et à l'impact de la crise du Covid. Le constat est édifiant. Témoignages et analyses se sont succédé, le tout mis en perspective par deux études récentes.

La première¹ s'intéresse à la question du recours aux soins et montre que tous les indicateurs importants sont à la hausse : suivi psycho-thérapeutique, occupation des lits dans les services de pédopsychiatrie, consommation d'anti-dépresseurs...

La seconde² est menée par trois universités (ULiège, UCL et ULB) auprès de 25.000 étudiant·e·s de l'enseignement supérieur. Là aussi, les résultats interpellent : plus de 50% présentent des signes cliniques de dépression ainsi que d'anxiété, de solitude, d'isolement et surtout de perte d'espoir en l'avenir. Il s'agit – contrairement là aussi à certaines idées reçues – d'une population qui a majoritairement respecté les règles, même les plus strictes. Dans quels buts, finalement ?

Aux confinements successifs se sont ajoutés des crises et phénomènes à répétition : climat, guerre en Ukraine, crise énergétique... Tout cela rend l'avenir profondément incertain et annihile la plupart des horizons et des perspectives d'une partie de la population qui en a pourtant profondément besoin.

Or, depuis quelques années, on observe une forme d'engagement, de militantisme ou d'embrassement autour de certaines causes chez beaucoup d'adolescent·e·s et de

1. S. SHOLOKHOVA, C. NOIRHOMME, A. MORISSENS, R. VERNIEST, « L'impact de la pandémie de COVID-19 sur le recours des enfants et adolescents aux soins de santé mentale », in *MC-Informations* 286, Décembre 2021.

2. E. SCHMITS, E., DEKEYSER, (et alii), « Psychological Distress among Students in Higher Education: One Year after the Beginning of the COVID-19 Pandemic », in *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 2021

jeunes adultes. C'est un engagement certes protéiforme, parfois radical et souvent éphémère, mais notable. Il est en tout cas faux de parler d'une dépolitisation globale des jeunes.

Et certain.e.s de souligner d'ailleurs un niveau de compétence et d'éveil jamais atteint au sein de la jeunesse. Mais celle-ci en fait usage selon ses propres codes et avec ses propres aspirations, ce qui nous échappe parfois. Nous avons peut-être pris pour du désintérêt ce qui n'était en fait qu'une forme de défiance. De plus, c'est souvent la faillite d'un système qui est dénoncée, faillite dont leur génération n'est qu'assez peu responsable.

Les mobilisations pour le climat en sont des exemples parfaits. Et si certain.e.s laissent derrière eux quelques canettes vides ou utilisent leur smartphone pour faire une story sur Instagram, ce n'est pas grave. Parce que leur mobilisation est notable et que des petites contradictions sont toujours préférable à une grande inaction.

Et si beaucoup de DRH fustigent ces jeunes qui se permettent d'être exigeant.e.s concernant les emplois à pourvoir, c'est n'est pas grave. C'est qu'aujourd'hui, un travail doit avoir du sens et n'est plus une fin en soi. Ce

n'est pas de l'insolence. C'est même réjouissant, à y regarder de plus près.

Et si aujourd'hui beaucoup de jeunes filles – et de jeunes hommes – se sont construit.e.s autour de #MeToo et le brandissent dès que nécessaire, c'est une victoire. Ça contribue à inverser un fonctionnement séculaire, et c'est le début d'un changement.

Même maladroits, ces actes de résistance ou de désobéissance sont à soutenir. Parce qu'ils sont avant tout politiques. Il nous faut, dès lors, faire confiance à cette génération, tout en lui proposant un maximum de clés pour les décennies à venir. Et en ce sens, les Territoires de la Mémoire ont un rôle à jouer. Cela rejoint l'essence même de notre association : aider à comprendre et à décrypter l'époque et ses discours ; proposer des éclairages, des rencontres et des outils pour mieux résister ; apprendre, simplement, que lire, c'est déjà un peu désobéir...

Et surtout, faire passer un message. Cessons de leur demander d'être résilients, aidons-les à être résistants et posons sur notre Jeunesse, en nous délestant de toute forme de paternalisme, un regard confiant et (effectivement) bienveillant.



A-m

Une réaction? Un commentaire?
Une proposition d'article?

La revue Aide-mémoire est également la vôtre!

Écrivez-nous : aide-memoire@territoires-memoire.be

retrouvez Aide-mémoire en ligne
www.aidememoire.be

 www.facebook.com/aidememoire.revue

Le réseau

Territoire de Mémoire

Le cordon sanitaire éducatif pour résister aux idées liberticides



222 villes et communes

Amay – Andenne – Anderlecht – Anderlues – Anhéé – Ans – Anthistes – Antoing – Arlon – Assesse – Aubange – Awans – Aywaille – Baelen – Bassenge – Bastogne – Beaumont – Beauraing – Beauvechain – Beloeil – Berchem-Sainte-Agathe – Berloz – Bertrix – Beyne-Heusay – BièvreBlégné – Bouillon – Boussu – Braine-l'Alleud – Braine-le-Château – Braine-le-Comte – BraivesBrugelette – Brunehaut – Bruxelles – Burdinne – Celles – Cerfontaine – Chapelle-lez-Herlaimont – Charleroi – Chaudfontaine – Chaumont-Gistoux – Chimay – Chièvres – Châtelet – Ciney – Clavier – Colfontaine – Comblain-au-Pont – Comines-Warneton – Courcelles – Court-Saint-Étienne – Couvin – Dalhem – Dison – Donceel – Durbuy – Ecaussinnes – Ellezelles – Enghien – Engis – Erezée – Esneux – Estaimpuis – Etalle – Etterbeek – Evere – Faimes – Farciennes – Fauvillers – Fernelmont – Ferrières – Fexhe-le-Haut-Clocher – Fleurus – Flobecq – Florefe – Florennes – Florenville – Flémalle – Fléron – Fontaine-l'Évêque – Fosses-la-Ville – Frameries – Frasnes-lez-Anvaing – Froidchappelle – Gedinne – Geer – Genappe – Gerpinnes – Gesves – Gouvy – Grez-Doiceau – Grâce-Hollogne – Habay – Ham-sur-Heure-Nalinnes – Hamoir – Hannut – Hastière – Havelange – Hensies – Herbeumont – Herstal – Herve – Hotton – Houffalize – Huy – Héron – Incourt – Ittre – Ixelles – Jalhay – Jemeppe-sur-Sambre – Jette – Jodoigne – Juprelle – Jurbise – La Bruyère – La Louvière – Lasne – Lens – Lessines – Leuze-en-Hainaut – Libramont-Chevigny – Lierneux – Limbourg – Lincet – Liège – Lobbes – Lèglise – Malmedy – Manage – Manhay – Marche-en-Famenne – Marchin – Martelange – Merbes-le-Château – Mettet – Modave – Momignies – Mons – Mont-Saint-Guibert – Morlanwelz – Musson – Namur – Nandrin – Nassogne – Neupré – Ohey – Onhaye – Oreye – Orp-Jauche – Ottignies-Louvain-la-Neuve – Ouffet – Oupeye – Paliseul – Pepinster – Perwez – Philippeville – Plombières – Pont-à-Celles – Profondeville – Péruwelz – Quaregnon – Ramillies – Rebecq – Remicourt – Rixensart – Rochefort – Rouvroy – Rumes – Saint-Georges-sur-Meuse – Saint-Ghislain – Saint-Gilles – Saint-Hubert – Saint-Léger – Saint-Nicolas – Sainte-Ode-Sambreville – Schaerbeek – Seneffe – Seraing – Silly – Sivry-Rance – Soignies – Sombreffe – Somme-Leuze – Soumagne – Spa – Sprimont – Stavelot – Stoumont – Tellin – Tenneville – Thimister-Clermont – Thuin – Tinlot – Tintigny – Tournai – Trois-Ponts – Trooz – Tubize – Vaux-sur-Sûre – Verlaine – Verviers – Vielsalm – Villers-la-Ville – Villers-le-Bouillet – Viroinval – Visé – Vresse-sur-Semois – Waimes – Walcourt – Walhain – Wanze – Waremme – Wasseiges – Wavre – Welkenraedt – Wellin – Woluwe-Saint-Lambert – Woluwe-Saint-Pierre – Yvoir

Des institutions et des provinces partenaires

- Le Parlement de Wallonie
- Province de Hainaut
- Province de Liège
- Province du Brabant wallon
- Province de Luxembourg


Et au niveau international

Le réseau Territoire de Mémoire a fait des émules au-delà des frontières belges. L'université de Valladolid dans le nord de l'Espagne a choisi d'adhérer au réseau Territoire de Mémoire. Elle rejoint ainsi des partenaires comme les Pyrénées orientales (France), la maternité d'Elne (France), le camp de Rivesaltes (France), le musée de l'exil (La Jonquera - Espagne), la Maison des esclaves de l'île de Gorée (Sénégal).

Ils nous soutiennent



Avec le soutien de la Wallonie, de la Fédération Wallonie - Bruxelles, de la cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Province de Liège, de Liège Province Culture, de la Ville de Liège et du Parlement de Wallonie.



Pour le bien de qui au juste nous est-il sans cesse demandé de faire preuve de bienveillance ? Cette invitation qui nous est faite en permanence dans les discours politiques, médiatiques, managériaux... étrangement tous discours de pouvoir. Et comment se fait-il que dans le même temps la violence d'État, tant brutale et physique que symbolique et sociale, semble ne pas connaître de limites ? Étrange paradoxe qu'il convient de décrypter... pour se défendre et ne pas rester désarmés par ces belles paroles certainement, mais aussi pour rendre à la bienveillance sa signification initiale, celle qui devrait nous permettre de « bien veiller » les uns sur les autres et de vivre ensemble sans s'étriper à coups de gourdin.

© Léon Seleck